



S1 2013

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

MAUREL & PROM

1 SOMMAIRE**2 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL** ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**3 POSITIONNEMENT DU GROUPE AU 30 JUIN 2013** ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**4 ACTIVITE DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2013** ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

4.1	POURSUITE DU DEVELOPPEMENT DES CHAMPS AU GABON	5
4.2	VENTE DE GAZ EN TANZANIE	6
4.3	POURSUITE DE L'ACTIVITE D'EXPLORATION	6
4.4	DIVERSIFICATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIFS	7
4.5	RESTRUCTURATION DE LA LIGNE DE CREDIT	8

5 SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2013 ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

5.1	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE	9
5.2	ELEMENTS FINANCIERS	10

6 RESERVES ET RESSOURCES PETROLIERES ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

6.1	RESERVES EN HUILE (PART M&P NETTE DE REDEVANCES)	13
6.2	RESSOURCES EN GAZ (PART M&P NETTE DE REDEVANCES)	14
6.3	RESSOURCES ADDITIONNELLES (PART M&P NETTE DE REDEVANCES)	14
6.4	POTENTIEL D'EXPLORATION ADDITIONNEL	14

7 CAPITAL ET VIE SOCIALE ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

7.1	ASSEMBLEE GENERALE	16
7.2	DIVIDENDE	16
7.3	NOMBRE TOTAL DE DROITS DE VOTE ET D' ACTIONS COMPOSANT LE CAPITAL	16
7.4	NOUVELLE ADRESSE	16
7.5	RISQUES ET INCERTITUDES	16

8 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DU GROUPE 18

8.1	ETAT DE SITUATION FINANCIERE	18
8.2	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	19
8.3	ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL	20
8.4	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	22
8.5	ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	23

9 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 53

9.1	CONCLUSION SUR LES COMPTES	53
9.2	VERIFICATION SPECIFIQUE	54

2 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

En tant que Directeur Administratif et Financier des Etablissements Maurel & Prom (ci-après « **Maurel & Prom** » ou la « **Société** »), et sous la responsabilité du Président Directeur Général Monsieur Jean-François Hénin, Monsieur Michel Hochard est responsable de l'information financière et notamment du rapport financier semestriel.

Ses coordonnées sont les suivantes :

Monsieur Michel Hochard

Directeur Administratif et Financier

Maurel & Prom

51 rue d'Anjou

75008 Paris

Téléphone : 01 53 83 16 00

Télécopie : 01 53 83 16 05

Attestation

« J'atteste qu'à ma connaissance les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans son périmètre de consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant aux pages 4 à 16 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants. »

Le Directeur Administratif et Financier

Michel Hochard,

Paris, le mercredi 28 août 2013

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les Etablissements Maurel & Prom seront désignés indifféremment par les termes la « Société » ou « Maurel & Prom » et Maurel & Prom et/ou l'une de ses filiales, ensemble seront désignés par le « Groupe Maurel & Prom » ou le « Groupe ».

3 POSITIONNEMENT DU GROUPE

Maurel & Prom est un acteur indépendant de taille moyenne spécialiste de l'Afrique et de l'Amérique latine. Les équipes du Groupe allient expérience et références dans les différents domaines d'activité du Groupe.

Au 30 juin 2013, Maurel & Prom est présent dans six licences d'exploitation et vingt licences d'exploration.



Maurel & Prom fonde sa stratégie sur la mise en valeur de son domaine d'exploration et la mise en production rapide de ses découvertes.

Au 30 juin 2013, les caractéristiques du Groupe sont les suivantes :

- une production actuelle d'environ 22 000 b/j environ en part propre ;
- des réserves d'huile 2P nettes de redevances évaluées à 198 Mbbls ;
- des ressources en huile et en gaz importantes ;
- un territoire d'exploration à haut potentiel de plus de 85 000 km² ;
- des équipes expérimentées provenant d'entreprises pétrolières reconnues.

Le Groupe a entrepris une stratégie de diversification de son portefeuille d'actifs. Le véhicule commun d'investissement créé avec MPI (Saint-Aubin Energie), les moyens financiers dont dispose le Groupe, notamment grâce au niveau de production actuel au Gabon, et la connaissance de l'industrie pétrolière des équipes du Groupe, sont autant d'atouts pour mener à bien cette stratégie.

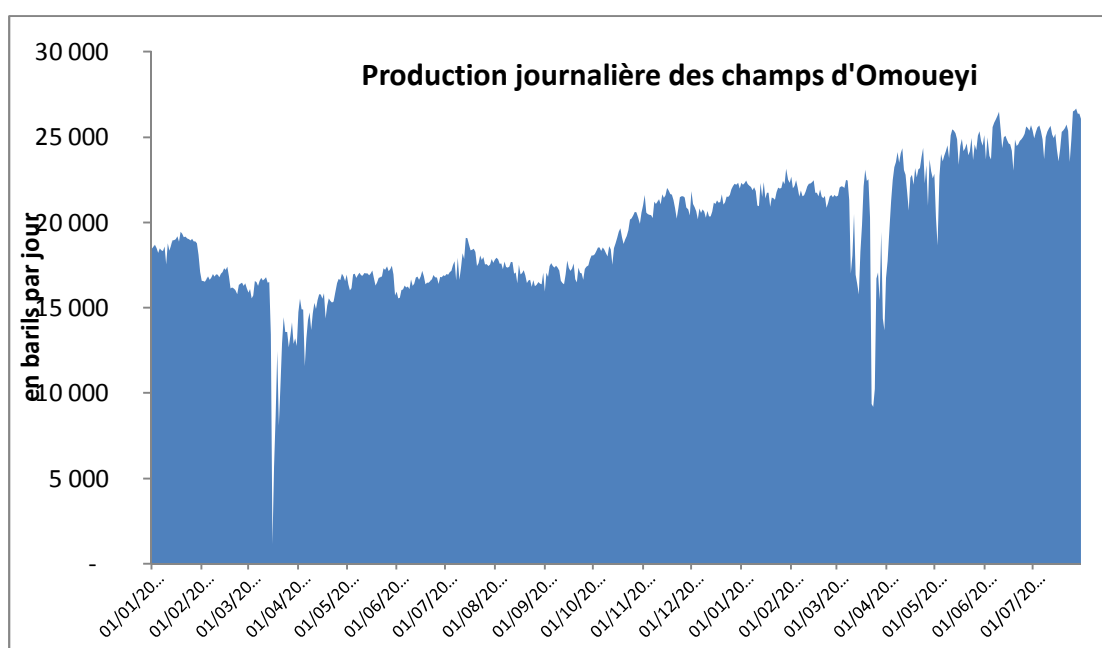
4 ACTIVITE DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE

L'activité du premier semestre 2013 porte essentiellement sur le développement des actifs de production et la diversification du portefeuille d'actifs.

4.1 Poursuite du développement des champs au Gabon

4.1.1 Augmentation soutenue de la production des champs d'Omoueyi

La production brute des champs a augmenté de plus de 16% par rapport au T1 2013 à 23 831 b/j sur le T2 2013 et de plus de 36% par rapport au S1 2012 à 22 300 b/j sur le S1 2013, confirmant la montée en puissance de la production issue des AEE d'Omoueyi (Autorisation Exclusive d'Exploitation).



4.1.2 Reprise de la production de Banio (100%)

La production du champ de Banio, qui était interrompue depuis juillet 2012 à la suite d'une panne de pompe, a redémarré fin mars 2013 à un niveau de 300 b/j environ.

4.1.3 Objectif au second semestre 2013

La production du 3ème trimestre devrait être légèrement supérieure à celle du 2ème trimestre, l'augmentation de la production sera plus sensible au quatrième trimestre 2013.

Le Groupe confirme son objectif d'atteindre une production à 100% d'environ 27 500 b/j à fin 2013 au Gabon. Cet objectif sera atteint grâce au raccordement de nouveaux puits et à l'effet de l'injection d'eau.

4.2 Vente de gaz en Tanzanie

En Tanzanie, les ventes de gaz sur le permis de Mnazi Bay s'élevèrent à 771 K\$. Le prix de vente est fixé à 5,36 \$/mmbtu. La Société est en train de négocier un contrat de vente de gaz avec les autorités tanzaniennes afin d'augmenter les volumes de gaz produits et vendus.

4.3 Poursuite de l'activité d'exploration

4.3.1 En Colombie

La production du champ de Sabanero est comprise entre 1 000 et 1 300 b/j (hors arrêts de production) dans l'attente d'éventuels travaux. Ce champ est toujours en phase de tests, jusqu'à l'obtention de la licence de production.

Le puits SantaFe-1, foré à une profondeur de 2 527m MD (objectif à gaz) sur le permis SSJN9 (25%) a été bouché et abandonné. A la suite de ce résultat le permis a été rendu.

Sur le permis de Sabanero, le puits Chaman-1, foré dans la partie centrale du permis (à environ 6 km du centre de production), a mis en évidence une nouvelle découverte d'huile dans la formation C7 (12 ° API). Un test de production a mis en évidence un débit de 174 b/j d'huile.

4.3.2 Au Pérou

L'opérateur Pacific Rubiales a débuté les travaux de génie civil. Le forage du prospect Dominguza devrait démarrer d'ici la fin de l'année.

4.3.3 Au Congo

Les puits Kola-1 et Kola-2, situés sur le permis de La Noumbi au Congo (M&P opérateur 49%) n'ont pas atteint les objectifs recherchés. Des échantillons des traces d'huile ont été prélevés et devraient permettre de mieux comprendre le système pétrolier de la région.

4.3.4 Au Gabon

A la suite des échecs des puits forés sur le permis d'Etekamba, le Groupe a décidé de rendre ce permis.

Sur le permis de Kari, la campagne sismique 2D est toujours en cours. Les équipes se dirigeront ensuite sur le permis de Nyanga Mayombe.

Sur le permis d'Omoueyi, les équipes ont traité les lignes sismiques acquises en 2012 afin de mettre en évidence des prospects à forer. Les forages des premiers d'entre eux devraient débuter d'ici la fin de l'année.

4.3.5 En Namibie

En Namibie, le Groupe a entrepris l'acquisition en 2012 de lignes sismiques. Celles-ci sont en cours de traitement et d'analyse. Une attention particulière est portée aux forages entrepris par HRT au nord des licences détenues par Maurel & Prom.

4.3.6 En Tanzanie

Deux campagnes sismiques ont été lancées en Tanzanie sur les permis de Mnazi Bay et de Bigwa Rufiji Mafia afin de mieux appréhender les systèmes pétroliers de cette région prolifique en ressources gazières.

4.3.7 Au Mozambique

L'opérateur Anadarko est en cours d'acquisition sismique. Un délai supplémentaire lui a été accordé pour forer au moins deux puits d'exploration début 2014.

4.4 Diversification du portefeuille d'actifs

4.4.1 Mise en place d'une société commune d'investissement avec MPI : Saint-Aubin Energie

Maurel & Prom et MPI ont mis en place un partenariat à travers Saint-Aubin Energie. Cette société est détenue à hauteur d'un tiers par Maurel & Prom et deux tiers par MPI.

Aux termes de ce partenariat, les nouveaux projets de développement seront en priorité proposés à cette société commune qui en assurera alors la réalisation, chacune des deux sociétés actionnaires étant libre de développer en propre son domaine traditionnel d'activité.

Cette nouvelle société allie ainsi l'expertise technique reconnue des Etablissements Maurel & Prom et les ressources financières de MPI. Des moyens humains seront par ailleurs mis à la disposition de la société commune par Maurel & Prom, aux termes d'un contrat de prestation de services.

Au premier semestre 2013, cette société a signé un partenariat avec Petrovietnam au Myanmar. En outre, deux autres accords ont été signés depuis le 30 juin 2013 au Canada.

4.4.2 Myanmar

Fin mai 2013, Saint-Aubin Energie (1/3 Maurel & Prom) a signé un accord avec PetroVietnam portant sur la prise d'intérêts dans le bloc M2, situé au large des côtes du Myanmar.

MP EAST ASIA, filiale à 100% de Saint-Aubin Energie, entre à hauteur de 40% dans ce permis, dont l'opérateur est PetroVietnam, à partir de la date d'effet du 13 mai 2013.

La société Myanmar Oil and Gas Entreprise (MPGE) détient un droit de retour de 20 % sur la licence en cas de découverte commerciale.

Deux puits d'exploration doivent être forés en 2013. Le premier forage réalisé a mis en évidence une présence de gaz dont l'étendue est en cours d'évaluation par l'opérateur.

A la suite de ce premier partenariat, MP EAST ASIA et PetroVietnam sont en discussion afin de parvenir à un accord de coopération dans le but d'échanger des informations et d'entreprendre de nouveaux projets d'investissement au Vietnam ou dans tout autre pays où les parties auraient des projets, et ce pour une durée initiale de deux ans.

4.4.3 Canada

Accord avec Petrolia

En juillet 2013, la société Pétrolia et Saint-Aubin Énergie ont signé un accord de partenariat à parité (50/50) pour le développement de treize permis de recherche d'hydrocarbures en Gaspésie. Les partenaires poursuivent également des discussions afin d'étendre leur collaboration sur d'autres territoires au Québec qui viendront s'ajouter aux permis actuels. Ceux-ci couvrent une surface de 1 892 km² en Gaspésie. Les objectifs recherchés se situent dans des réservoirs de nature non conventionnelle, sans pour autant exclure la présence de dépôts classiques. Au cours des prochains mois, les équipes techniques de Pétrolia et de Maurel & Prom consacreront leurs efforts à l'élaboration d'un programme d'exploration volontaire. Elles mettront en commun leur expertise technique dans l'exploration et la production en confiant dans un premier temps à Pétrolia le rôle d'opérateur pour la réalisation des travaux.

Accord avec Deep Well Oil & Gas

Fin juillet 2013, Saint-Aubin Énergie a signé accord avec Deep Well Oil & Gas, portant sur l'acquisition de 20% du capital de Deep Well Oil & Gas ainsi que la cession de la moitié des participations détenues par Deep Well Oil & Gas dans 12 blocs de la région de Peace River Oil Sands of Alberta et une option portant sur 56 autres blocs où Deep Well Oil & Gas est opérateur. Un montant de 22 M\$ a été versé à Deepwell à ce titre.

Les travaux de mise en place du pilote sont opérés par Andora (50% de participation) et vont débiter prochainement par des opérations de forages. Ils seront suivis en Automne par la mise en place des équipements et facilités permettant de développer un procédé d'injection de vapeur et de drainage gravitationnel assisté (SAG-D) pouvant conduire à une première production début 2014.

MP West Canada, filiale à 100% de Saint-Aubin Énergie, s'est engagé à investir dans l'unité pilote jusqu'à concurrence de 40 M\$ maximum, et selon les résultats du pilote un financement à concurrence de 110 M\$ pour la phase de mise en développement et production.

4.5 Restructuration de la ligne de crédit

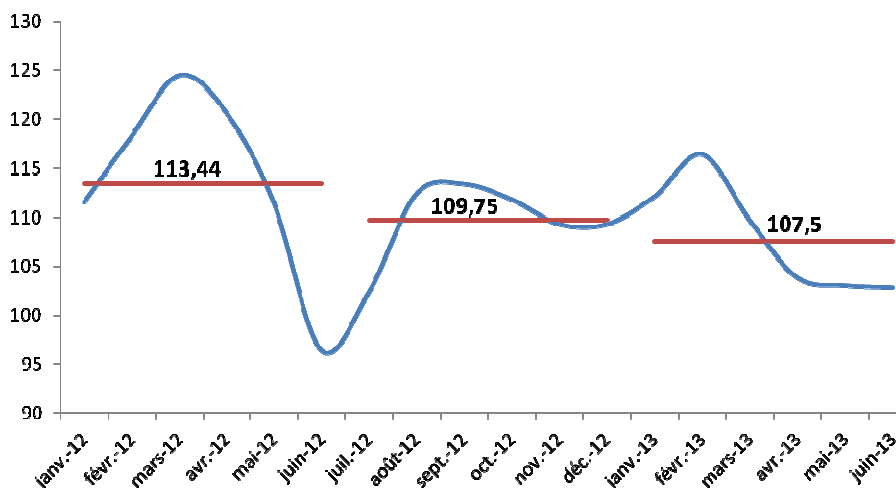
Le Groupe avait conclu le 29 mai 2009 une facilité bancaire de 255 M\$ (Emprunt de type « Reserve Based Loan » dit RBL). Le montant de ce RBL avait été porté à 330 M\$ en janvier 2011. Au 31 décembre 2012, le montant tiré était de 130 M\$.

Le 8 novembre 2012, le Groupe avait annoncé la mise en place d'une nouvelle ligne de crédit de 350 M\$ (Senior Secured Facility). Celle-ci a été tirée le 25 janvier 2013. Concomitamment, le Groupe a remboursé la totalité de ligne RBL tirée, soit 130 M\$ ainsi que le prêt BGFI de 15 M€.

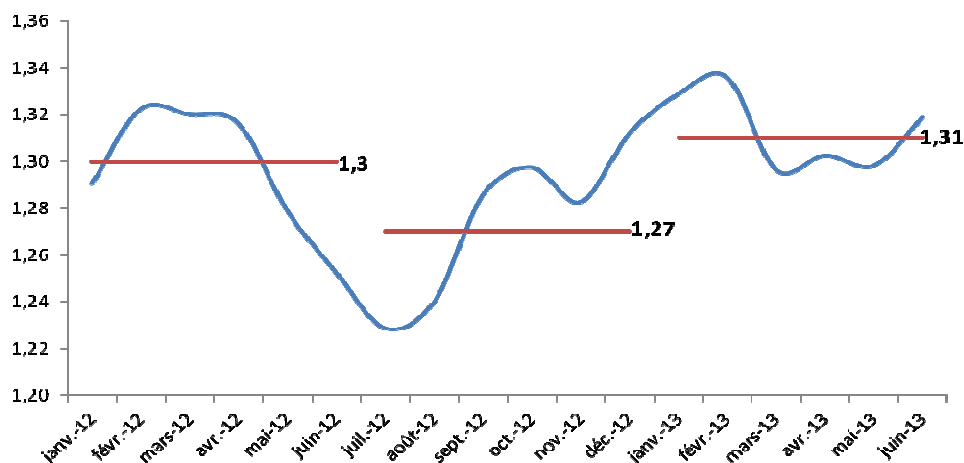
5 SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2013

5.1 Environnement économique

Le cours moyen du Brent sur le 1er semestre 2013 s'élève à 107,5\$ contre 113,44\$ au premier semestre 2012. Il était en moyenne de 102,92\$ en juin 2013 contre 95,16\$ en juin 2012.



Au premier semestre 2013, le taux de change moyen €/€ est de 1,3133 contre 1,2972 au premier semestre 2012. Au 30 juin 2013, le taux de change €/€ était de 1,3080 contre 1,2590 au 30 juin 2012.



5.2 Eléments financiers

5.2.1 Chiffre d'affaires

en M€	T1 2013	T2 2013	S1 2013	S1 2012	Var.
Taux de change	1,32	1,32	1,31	1,297	
Production pétrolière	129,1	137,4	266,5	219,3	+22%
Gabon	125,8	134,4	260,2	210,9	
Colombie	3,0	2,7	5,7	8,0	
Tanzanie	0,3	0,3	0,6	0,4	
Autres	-16,1	19,9	3,8	6,6	-42%
Effet des couvertures	-0,9	-0,6	-1,5	-9,8	
Effet de stock	-15,2	20,5	5,3	16,4	
Chiffre d'affaires consolidé	113,0	157,3	270,3	225,9	+20%

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'établit à 270 M€ pour le premier semestre 2013, soit une augmentation de 20% par rapport à la même période de 2012. Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation de la production au Gabon. L'effet défavorable de décalages d'enlèvement au premier trimestre a été rattrapé sur le deuxième trimestre 2013.

Par ailleurs, le prix moyen de vente s'est établi à 104,6 \$ par baril soit une baisse de 7% par rapport au premier semestre 2012.

Enfin, l'évolution de la parité euro dollar impacte peu le chiffre d'affaires en euro du premier semestre 2013, environ 2%.

Les couvertures pétrolières initiées par le Groupe ont eu un effet limité. Sur le premier semestre 2013, 500 barils par jour étaient couverts à un prix moyen de 80 \$.

5.2.2 Résultat opérationnel

en milliers d'euros	30/06/2013	30/06/2012
Chiffre d'affaires	270,3	225,9
Marge brute	219,7	182,4
en % du CA	81%	81%
Excédent brut d'exploitation	193,9	163,8
en % du CA	72%	73%
Amortissements à la déplétion et autres éléments de dépréciation	-55,0	-34,6
Résultat sur activités de production	138,8	129,2
en % du CA	51%	57%
Exploration en charge	-28,3	-30,0
Résultat sur activités de production et d'exploration	110,5	99,1
en % du CA	41%	44%
Autres éléments opérationnels	0,6	-13,0
Résultat opérationnel	111,1	86,1
en % du CA	41%	38%

Le résultat opérationnel pour le premier semestre 2013 s'élève à 111 M€, soit une hausse de 30%. L'amélioration de ce résultat est essentiellement due à l'augmentation de la production au Gabon.

L'augmentation des amortissements à l'unité de production est la conséquence de la progression importante de la production entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013.

Les charges d'exploration, stable d'une année sur l'autre, portent sur les rendus des permis SSJN9 en Colombie et Etekamba au Gabon. Les puits Kola-1 et Kola-2 au Congo ont été passés en charge à la suite des résultats constatés.

5.2.3 Résultat financier

Au premier semestre 2013 le résultat financier est négatif à -22 M€. Les charges d'intérêts sur les emprunts Oceane 2014 et 2015 s'élèvent à 17,6 M€, dont 4,7 M€ de charges techniques de « désactualisation de la dette » et les intérêts sur les emprunts bancaire sont de -5,3 M€.

5.2.4 Résultat net

Le résultat net du Groupe avant impôt est de 89 M€. La charge exigible d'impôt sur les sociétés (19 M€) correspond principalement à la constatation du « profit oil » part de l'Etat sur les permis d'Omoueyi et de Nyanga Mayombé au Gabon et à la taxe sur les dividendes supportée par les Etablissements Maurel & Prom.

La charge d'impôt différé (37 M€) résulte principalement de la comptabilisation de l'impôt sur la base de l'écart entre la reconnaissance des coûts récupérables en base fiscale et la comptabilisation de ces coûts dans les comptes consolidés sur le permis d'Omoueyi.

Les données financières communiquées par Tuscany au titre de la situation à cette date et le niveau de son cours de bourse ont conduit le Groupe à constituer une provision de 35 M€, soit 50% de la valeur de la participation inscrite au bilan de Maurel & Prom.

En conséquence, le résultat net du Groupe au premier semestre 2013 est de -8,5 M€.

5.2.5 Investissements

Le montant total des investissements du Groupe au premier semestre 2013 s'élève à 154 M€. Le détail par pays et par activité est présenté dans le tableau suivant :

en M€	GABON	CONGO	TANZANIE	MOZAMBIQUE	MYANMAR	S/S TOTAL	COLOMBIE	TOTAL
Exploration	4	7	16	3	9	39	5	44
Développement	102	0	0	0	0	103	6	110
TOTAL	106	7	17	3	9	142	11	154

5.2.6 Flux de trésorerie

Au 30 juin 2013, Maurel & Prom affiche une trésorerie de 231,4 M€. Les flux de trésorerie sur la période correspondent :

- aux investissements pour 154 M€ (dont 8,5 M€ au Myanmar) ;
- au paiement du dividende pour 46 M€ ;
- aux flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle pour +212 M€ ;

- à l'encaissement de la facilité mise en place au Gabon pour 350 M\$, soit 267,1 M€ ;
- au remboursement du RBL tiré à hauteur de 130 M\$ (98 M€) au 31 décembre 2012 ainsi que de la ligne de crédit BGFI pour 15 M€.

6 RESERVES ET RESSOURCES PETROLIERES

Avertissement :

Les réserves du Groupe correspondent à des volumes d'hydrocarbures mis en évidence par des puits de découverte et de délimitation et pouvant être exploités commercialement. Les réserves en huile P1 (prouvées), P2 (probables) et P3 (possibles) nettes de redevances ont été évaluées au 1er janvier 2013 par De Golyer & Mac Naughton pour le Gabon et par GLJ pour la Colombie.

Les ressources de gaz sur le permis de Mnazi Bay en Tanzanie ont été évaluées au 30 septembre 2007 par RPS-APA.

Sont regroupées dans notre classification Ressources additionnelles en hydrocarbures, les ressources correspondantes à des volumes d'hydrocarbures mis en évidence par une découverte mais n'ayant pas encore fait l'objet d'un plan de développement ou dont l'économie du développement reste à démontrer. Ces ressources ont été évaluées au 1er janvier 2008 par De Golyer & Mac Naughton pour la Sicile, et au 1er janvier 2013 par GLJ pour la Colombie.

Selon les standards historiques du Groupe, les réserves et ressources sont présentées en quote-part Maurel & Prom, nette de redevances et avant fiscalité spécifique à chaque type de contrat (partage de production, concession...).

6.1 Réserves en huile (part M&P nette de redevances)

Au 1er janvier 2013, le montant des réserves en huile P1+P2 du Groupe s'élève à 198 Mbbls soit une augmentation de +7% par rapport aux réserves en huile au 1er janvier 2012. Ces montants sont inscrits en quote part du Groupe, nette de redevances.

		unité	P1	P2	P1+P2	P3
OMOUYEI	85%	Mbbl	53,8	140,5	194,4	94,5
BANIO	100%	Mbbl	0,3	0,1	0,4	0,2
GABON		Mbbl	54,2	140,6	194,8	94,7
SABANERO	50%	Mbbl	2,1	1,3	3,4	3,6
COLOMBIE		Mbbl	2,1	1,3	3,4	3,6
TOTAL Huile		Mbbl	56,3	141,9	198,2	98,4

Les variations des réserves P1+P2 par rapport à l'année précédente correspondent :

- à la production de l'année 2012, principalement au Gabon, -5,5 Mbbl ;
- à une révision à la hausse des réserves P1+P2 au Gabon, +23,1 Mbbl ;
- à une révision à la baisse des réserves P1+P2 de Sabanero en Colombie, -4,2 Mbbl.

Au Gabon, les résultats des forages effectués en 2012 et l'amélioration de la gestion de l'injection d'eau ont permis d'augmenter les réserves du Groupe. En complément de ces réserves P1 et P2, le Groupe dispose de 95 Mbbl de réserves P3 nettes de redevances.

En Colombie, l'évaluation des réserves du champ de Sabanero a été effectuée par GLJ, certificateur indépendant basé au Canada. Il en ressort des réserves nettes de redevances en part Maurel & Prom de 2,1 Mbbl en P1 et 1,3 Mbbl en P2. La révision à la baisse est la conséquence de l'envahissement par l'eau constaté en 2012 sur les puits producteurs de ce champ. Les réserves publiées par Pacific Rubiales Energy ressortent à des niveaux supérieurs, leur certificateur s'appuyant sur les données historiques de l'opérateur des champs similaires de Quifa et de Rubiales et auxquelles GLJ n'a pas eu accès. Les réserves P3 de ce champ s'élèvent à 3,6 Mbbl.

6.2 Ressources en gaz (part M&P nette de redevances)

Dans l'attente de la signature définitive d'un accord sur les ventes de gaz en cours de discussion avec les Autorités Tanzaniennes, le Groupe publie des ressources évaluées par RPS-APA pour le permis de Mnazi Bay. Ce rapport, daté du 30 septembre 2007, est toujours d'actualité.

Au premier semestre 2012 le Groupe a exercé son droit de préemption sur les intérêts de Cove Energy dans la concession de Mnazi Bay. Suite à cette transaction, les intérêts de Maurel & Prom sur cette licence ont été portés à 48,06%. En conséquence, les ressources C1+C2 du Groupe s'élèvent à 294 Bscf, soit 52,5 Mboe.

Les ressources C3 s'élèvent à 433 Bscf, soit 77 Mboe, sur ce champ de Mnazi Bay. Une campagne sismique 3D est en cours sur l'extension possible de ce gisement offshore afin d'affiner la connaissance de cette zone prolifique en gaz.

A cela s'ajoute un potentiel lié au forage du puits Mafia Deep. Le volume de gaz en place lié à ce puits a été évalué par Schlumberger entre 1,97 et 4,15 Tscf (soit entre 1,0 Tscf et 2,2 Tscf en part nette de redevances pour le Groupe).

6.3 Ressources additionnelles (part M&P nette de redevances)

Les volumes d'hydrocarbures présentés dans le tableau ci-dessous correspondent à une évaluation des ressources (nettes de redevances) liées à une découverte, ou à un puits ayant révélé la présence d'hydrocarbures, effectuée mais non appréciée.

			Type d'hydrocarbures	2 013
COLOMBIE	CPO 17	25,00%	Huile	41 Mbbl
SICILE	Fiume Tellaro	100,00%	Gaz	1,8 Tscf

En Colombie, les ressources ont été évaluées par le certificateur indépendant GLJ, elles sont de 41 Mbbl sur le champ CPO 17 (en part nette de redevances). A noter que la mise en évidence du seul champ de Godric découvert en décembre 2012, permet au Groupe d'augmenter ses ressources de 13,3 Mbbl (en part nette de redevances).

6.4 Potentiel d'exploration additionnel

Les ressources mentionnées ci-dessus ne tiennent pas compte du potentiel lié à l'activité d'exploration menée de manière intensive dès cette année, notamment au travers de campagnes d'acquisition sismique et de forages de puits.

Lexique :

Tscf : mille milliards de pieds cube

Bscf : milliards de pieds cube

Mboe : millions de barils équivalents pétrole

Mbbls : millions de barils

Le facteur de conversion énergétique retenu est : 1 baril équivalent d'huile = 5 610 pieds cubes de gaz.

7 CAPITAL ET VIE SOCIALE

7.1 Assemblée Générale

L'Assemblée générale mixte des actionnaires de Maurel & Prom réunie le jeudi 13 juin 2013 sous la présidence de Monsieur Jean-François HENIN, Président-Directeur Général, a approuvé toutes les résolutions qui lui étaient proposées.

L'Assemblée générale a approuvé les comptes sociaux et les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et a donné quitus au Conseil d'administration.

7.2 Dividende

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée des actionnaires a approuvé le versement d'un dividende de 0,40€ par action au titre de l'exercice 2012. Ce dividende a été mis en paiement le 26 juin 2013.

7.3 Nombre total de droits de vote et d'actions composant le capital

En application de l'Article L. 233-8 II du code de commerce et du règlement général de l'AMF, Maurel & Prom informe ses actionnaires du nombre total de droits de vote et d'actions composant son capital à la date du 30 juin 2013 :

Date	Nombre d'actions composant le capital	Nombre de droits de vote
30 juin 2013	121 524 952	Théoriques* : 133 359 953 Exerçables : 127 520 307

* : droits de votes théoriques = nombre total de droits de vote attachés au nombre total d'actions, incluant les actions autodétenues et privées de droit de vote.

7.4 Nouvelle adresse

51 rue d'Anjou
75008 Paris
France
Tél : 01 53 83 16 00
www.maureletprom.com

7.5 Risques et incertitudes

Les résultats du Groupe sont sensibles à différents risques de marché. Les plus significatifs sont le cours des hydrocarbures et le taux de change EUR/USD.

En matière d'incertitude sur le cours des hydrocarbures, le Groupe a mis en place la politique de couverture telle que décrite en Note 8 des annexes aux comptes consolidés.

En matière de change, le Groupe pratique une gestion anticipatrice des flux en devises en adossant les recettes en dollar aux travaux et dépenses. Toutefois le Groupe, assurant le financement de ses filiales, a une position de change essentiellement dollar, réévalué en euro, monnaie de présentation des comptes, amenant à des fluctuations liées à la volatilité du cours €/\$. Ces réévaluations peuvent conduire à des fluctuations significatives du résultat financier. Elles ne font pas l'objet de couverture spécifique.

Compte tenu de l'activité soutenue en exploration, des montants importants ont été engagés. En cas d'échec, le Groupe peut être amené à constater des charges d'exploration correspondantes.

Les risques liés à l'activité de Maurel & Prom sont décrits au chapitre 2 du document de référence 2012 du Groupe.

8 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DU GROUPE

8.1 Etat de situation financière

8.1.1 Actif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Actifs incorporels	4	452 733	441 533
Actifs corporels	5	939 279	870 778
Actifs financiers non courants		942	740
Titres mis en équivalence	6	34 745	72 496
Impôts différés actifs	16	4 657	6 751
Actif non courant		1 432 356	1 392 298
Stocks		4 888	5 060
Clients et comptes rattachés	7	67 200	75 287
Autres actifs financiers courants	7	33 648	40 426
Autres actifs courants	7	58 412	60 573
Actif d'impôts exigibles	16	419	290
Instruments dérivés courants	8	1 410	2 166
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	231 915	67 371
Actif courant		397 892	251 173
Total Actif		1 830 249	1 643 471

8.1.2 Passif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Capital social		93 573	93 565
Primes d'émission, de fusion et d'apport		218 376	218 280
Réserves consolidées		496 417	470 361
Actions propres		(74 179)	(72 737)
Résultat groupe		(8 367)	58 079
Capitaux propres Groupe		725 820	767 548
Participations ne donnant pas le contrôle		(2 553)	2 408
Capitaux propres totaux		723 267	769 956
Provisions non courantes	10	9 076	8 531
Emprunts obligataires non courants	11	351 494	346 752
Autres emprunts et dettes financières non courants	11	261 734	0
Autres créditeurs et passifs divers non courant	12	83 958	0
Impôts différés passifs	16	216 595	179 975
Passif non courant		922 857	535 258
Emprunts obligataires courants	11	23 867	10 933
Autres emprunts et dettes financières courants	11	542	113 707
Fournisseurs et comptes rattachés	12	98 162	104 028
Passif d'impôts exigibles	16	2 737	2 506
Autres créditeurs et passifs divers	12	46 752	93 678
Instruments dérivés courant	8	1 717	5 787
Provisions courantes	10	10 347	7 618
Passif courant		184 124	338 257
Total Passif		1 830 249	1 643 471

8.2 Variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Actions propres	Primes	Instruments dérivés	Autres réserves	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux propres par groupe	participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
1er janvier 2012	93 550	(76 246)	221 199	(10 704)	338 621	34 129	164 560	765 110	1	765 111
Résultat net des activités conservées							32 428	32 428		32 428
Autres éléments du résultat global				3 997		18 996		22 993		22 993
Total du résultat global				3 997		18 996	32 428	55 421		55 421
Affectation du résultat - Dividendes					118 354		(164 561)	(46 207)		(46 207)
Augmentation/Diminution de capital	15		211					225		225
Actions gratuites					1 335			1 335		1 335
Mouvements sur actions propres		(551)			18			(533)		(533)
Total transactions avec les actionnaires	15	(551)	211		119 707		(164 561)	(45 180)		(45 180)
30 juin 2012	93 565	(76 798)	221 410	(6 708)	458 326	53 125	32 427	775 352	1	775 353
1er janvier 2013	93 565	(72 737)	218 280	(3 885)	454 827	19 419	58 079	767 547	2 408	769 956
Résultat net des activités conservées							(5 691)	(5 691)	(136)	(5 827)
Résultat des activités cédées							(2 676)	(2 676)		(2 676)
Autres éléments du résultat global				2 425		6 363		8 788	(22)	8 766
Total du résultat global				2 425		6 363	(8 367)	421	(158)	263
Affectation du résultat - Dividendes					11 808		(58 079)	(46 271)		(46 271)
Augmentation/Diminution de capital	8		96					104		104
Autres reclassements *					4 803			4 803	(4 803)	
Actions gratuites					779			779		779
Mouvements sur actions propres		(1 442)			(122)			(1 564)		(1 564)
Total transactions avec les actionnaires	8	(1 442)	96		17 268		(58 079)	(42 149)	(4 803)	(46 952)
30 juin 2013	93 573	(74 179)	218 376	(1 460)	472 095	25 782	(8 367)	725 820	(2 553)	723 267

* Reclassement de la quote part des minoritaires dans le cadre de l'acquisition de Cyprus Mnazi Bay Ltd

8.3 Etat consolidé du résultat global

8.3.1 Résultat net de la période

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2013	30/06/2012
Chiffre d'affaires		270 337	225 900
Autres produits		499	635
Achats et variations de stocks		(8 672)	(3 893)
Autres achats et charges d'exploitation		(42 513)	(40 218)
Impôts & taxes		(17 908)	(14 446)
Charges de personnel		(7 865)	(4 179)
Dotations aux amortissements		(55 035)	(34 620)
Dépréciations d'actifs d'exploitation et d'exploration		(28 343)	(30 037)
Dotations aux provisions et dépréciation d'actifs courants		(642)	(12 481)
Reprises de provisions d'exploitation		4	4
Autres charges		1 278	(555)
Résultat opérationnel	13	111 140	86 110
Coût de l'endettement financier brut		(23 031)	(18 925)
Produits de trésorerie		516	443
Gains et pertes nets sur instruments dérivés		599	8 329
Coût de l'endettement financier net		(21 916)	(10 154)
Autres produits et charges financiers		(94)	4 538
Résultat financier	15	(22 010)	(5 616)
Résultat avant impôt		89 130	80 494
Impôts sur les résultats	16	(56 466)	(47 964)
Résultat net des sociétés intégrées		32 664	32 530
Total part résultat net MEE	6	(38 490)	(102)
Résultat net des activités conservées		(5 826)	32 428
Résultat net des activités cédées	14	(2 676)	0
Résultat net de l'ensemble consolidé		(8 502)	32 428
<i>Résultat net - part du groupe</i>		<i>(8 367)</i>	<i>32 428</i>
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>		<i>(136)</i>	<i>0</i>
Résultat par action			
De base		-0,074	0,28
Dilué		-0,074	0,25
Résultat par action des activités cédées			
De base		-0,02	0,00
Dilué		-0,02	0,00
Résultat par action des activités conservées			
De base		-0,050	0,28
Dilué		-0,050	0,25

8.3.2 Résultat global de la période

en milliers d'euros

30/06/2013 30/06/2012

Résultat net de la période	(8 502)	32 428
Autres éléments du résultat global		
Ecart de conversion	6 340	18 996
- dont recyclés au titre des activités cédées		
Instruments dérivés	2 425	3 997
- Variation de la juste valeur des couvertures non échues (en vie à l'exercice précédent)	1 757	5 539
- Juste valeur des nouvelles couvertures de l'exercice comptabilisé en capitaux propres	0	0
- Juste valeur de la part des couvertures recyclées au compte de résultat	668	(1 542)
Total du résultat global pour la période	263	55 421
- part du groupe	421	55 421
- participations ne donnant pas le contrôle	(158)	0

8.4 Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	30/06/2013	30/06/2012
Résultat consolidé des activités poursuivies avant impôts		50 640	80 394
- Dotations (reprises) nettes des amortissements et provisions		57 297	38 185
- Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(1 069)	10 615
- Exploration passée en charge		28 343	30 037
- Charges et produits calculés liés aux stocks options et assimilés		692	1 120
- Autres produits et charges calculés		17 124	17 318
- Plus et moins-values de cession		1 747	0
- Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		38 490	102
- Autres éléments financiers		5 357	1 626
Capacité d'autofinancement avant impôt		198 621	179 397
Décaissement de l'impôt exigible		(19 316)	(15 645)
Variation du B.F.R. lié à l'activité		32 907	(5 386)
- Clients		8 700	(15 889)
- Fournisseurs		(6 657)	28 024
- Stocks		207	2 267
- Autres		30 657	(19 788)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE		212 212	158 366
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(153 747)	(136 372)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)		13	0
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)		61	0
Acquisition de filiales		9	0
Variation des prêts et avances consentis		4 658	1 766
Autres flux liés aux opérations d'investissement		36	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(148 970)	(134 606)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		103	225
Dividendes versés		(46 271)	(46 206)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		267 151	1 770
Intérêts payés		(5 357)	(1 626)
Remboursement d'emprunts		(113 539)	(111)
Acquisitions d'actions propres		(1 442)	(551)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		100 645	(46 499)
Incidence des variations des cours des devises		282	452
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		164 169	(22 287)
Trésorerie à l'ouverture		67 240	60 699
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE NETTE A LA CLÔTURE	9	231 409	38 411

8.5 Annexes aux comptes consolidés

8.5.1 NOTE 1 : GENERALITES

L'activité du premier semestre 2013 porte essentiellement sur le développement des actifs de production et la diversification du portefeuille d'actifs.

Au Gabon, la production brute des champs a augmenté de plus de 16% par rapport au T1 2013 à 24 138 b/j sur le T2 2013 et de plus de 36% par rapport au S1 2012 à 22 455 b/j sur le S1 2013, confirmant la montée en puissance de la production issue des AEE d'Omoueyi.

La production du champ de Banio, qui était interrompue depuis juillet 2012 suite à une panne de pompe, a redémarré fin mars 2013 à un niveau de 300 b/j environ.

La production du 3ème trimestre devrait être légèrement supérieure à celle du 2ème trimestre, l'augmentation de la production sera plus sensible au quatrième trimestre 2013.

Le Groupe confirme son objectif d'atteindre une production à 100% d'environ 27 500 b/j à fin 2013 au Gabon. Cet objectif sera atteint grâce au raccord de nouveaux puits et à l'effet de l'injection d'eau.

A la suite des échecs des puits forés sur le permis d'Etekamba, le Groupe a décidé de rendre ce permis.

Sur le permis de Kari, la campagne sismique 2D est toujours en cours. Les équipes se dirigeront ensuite sur le permis de Nyanga Mayombe.

Sur le permis d'Omoueyi, les équipes ont traité les lignes sismiques acquises en 2012 afin de mettre en évidence des prospects à forer. Les forages des premiers d'entre eux devraient débuter d'ici la fin de l'année.

En Tanzanie, les ventes de gaz sur le permis de Mnazi Bay s'élèvent à 771 mille dollars. Le prix de vente est fixé à 5,36 \$/mmbtu. La Société est en train de négocier un contrat de vente de gaz avec les autorités tanzaniennes afin d'augmenter les volumes de gaz produits et vendus.

En Colombie, la production du champ de Sabanero est comprise entre 1 000 et 1 300 b/j (hors arrêts de production) dans l'attente d'éventuels travaux. Ce champ est toujours en phase de tests, jusqu'à l'obtention de la licence de production.

Le puits SantaFe-1, foré à une profondeur de 2 527m MD (objectif à gaz) sur le permis SSJN9 (25%) a été bouché et abandonné. A la suite de ce résultat le permis a été rendu.

Sur le permis de Sabanero, le puits Chaman-1, foré dans la partie centrale du permis (à environ 6 km du centre de production), a mis en évidence une nouvelle découverte d'huile dans la formation C7 (12 ° API). Un test de production a mis en évidence un débit de 174 b/j d'huile.

Au Pérou, l'opérateur Pacific Rubiales a débuté les travaux de génie civil. Le forage du prospect Domingua devrait démarrer d'ici la fin de l'année.

Au Congo, les puits Kola-1 et Kola-2, situés sur le permis de La Noumbi au Congo (M&P opérateur 49%) n'ont pas atteint les objectifs recherchés. Des échantillons des traces d'huile ont été prélevés et devraient permettre de mieux comprendre le système pétrolier de la région.

En Namibie, le Groupe a entrepris l'acquisition en 2012 de lignes sismiques. Celles-ci sont en cours de traitement et d'analyse. Une attention particulière est portée aux forages entrepris par HRT au nord des licences détenues par Maurel & Prom.

En Tanzanie, deux campagnes sismiques ont été lancées sur les permis de Mnazi Bay et de Bigwa Rufiji Mafia afin de mieux appréhender les systèmes pétroliers de cette région prolifique en ressources gazières.

Au Mozambique, l'opérateur Anadarko est en cours d'acquisition sismique. Un délai supplémentaire lui a été accordé pour forer au moins deux puits d'exploration début 2014.

Maurel & Prom et MPI ont mis en place un partenariat à travers Saint-Aubin Energie. Cette société est détenue à hauteur d'un tiers par Maurel & Prom et deux tiers par MPI.

Aux termes de ce partenariat, les nouveaux projets de développement seraient en priorité proposés à cette société commune qui en assurerait alors la réalisation, chacune des deux sociétés actionnaires étant libre de développer en propre son domaine traditionnel d'activité.

Cette nouvelle société allie ainsi l'expertise technique reconnue des Etablissements Maurel & Prom et les ressources financières de MPI. Des moyens humains seront par ailleurs mis à la disposition de la société commune par Maurel & Prom, aux termes d'un contrat de prestation de services.

Au premier semestre 2013, cette société a signé un partenariat avec Petrovietnam au Myanmar. En outre, deux autres accords ont été signés depuis le 30 juin 2013 au Canada.

Fin mai 2013, Saint-Aubin Energie (1/3 Maurel & Prom) a signé un accord avec PetroVietnam portant sur la prise d'intérêts dans le bloc M2, situé au large des côtes du Myanmar.

MP EAST ASIA, filiale à 100% de Saint-Aubin Energie, entre à hauteur de 40% dans ce permis, dont l'opérateur est PetroVietnam, à partir de la date d'effet du 13 mai 2013.

La société Myanmar Oil and Gas Entreprise (MPGE) détient un droit de retour de 20 % en cas de découverte commerciale.

Deux puits d'exploration doivent être forés en 2013. Le premier forage réalisé a mis en évidence une présence de gaz dont l'étendue est en cours d'évaluation par l'opérateur.

A la suite de ce premier partenariat, MP EAST ASIA et PetroVietnam sont en discussion afin de parvenir à un accord de coopération dans le but d'échanger des informations et d'entreprendre de nouveaux projets d'investissement au Vietnam ou dans tout autre pays où les parties auraient des projets, et ce pour une durée initiale de deux ans.

Début juillet 2013, la société Pétrolia et Saint-Aubin Energie ont signé un accord de partenariat à parité (50/50) pour le développement de treize permis de recherche d'hydrocarbures en Gaspésie. Les partenaires poursuivent également des discussions afin d'étendre leur collaboration sur d'autres territoires au Québec qui viendront s'ajouter aux permis actuels. Ceux-ci couvrent une surface de 1 892 km² en Gaspésie. Les objectifs recherchés se situent dans des réservoirs de nature non conventionnelle, sans pour autant exclure la présence de dépôts classiques. Au cours des prochains mois, les équipes techniques de Pétrolia et de Maurel & Prom consacreront leurs efforts à l'élaboration d'un programme d'exploration volontaire. Elles mettront en commun leur expertise technique dans l'exploration et la production en confiant dans un premier temps à Pétrolia le rôle d'opérateur pour la réalisation des travaux.

D'autre part fin juillet 2013, Saint-Aubin Énergie a signé un accord avec Deep Well Oil & Gas, portant sur l'acquisition de 20% du capital de Deep Well Oil & Gas ainsi que la cession de la moitié des participations détenues par Deep Well Oil & Gas dans 12 blocs de la région de Peace River Oil Sands of Alberta, et une option portant sur 56 autres blocs où Deep Well Oil & Gas est opérateur. Un montant de 22 M\$ a été versé à Deep Well Oil & Gas à ce titre.

Les travaux de mise en place du pilote sont opérés par Andora (50% de participation) et vont débiter prochainement par des opérations de forages. Ils seront suivis en Automne par la mise en place des équipements et facilités permettant de développer un procédé d'injection de vapeur et de drainage gravitationnel assisté (SAG-D) pouvant conduire à une première production début 2014.

MP West Canada, filiale à 100% de Saint-Aubin Energie, s'est engagé à investir dans l'unité pilote jusqu'à concurrence de 40 M\$ maximum, et selon les résultats du pilote un financement à concurrence de 110 M\$ pour la phase de mise en développement et production.

Maurel & Prom a fait part à ses actionnaires le 20 mars 2013 de l'exercice des bons de souscription d'actions ordinaires TUSCANY, détenus depuis la cession de CAROIL, en vue d'acquérir 27 500 000 actions ordinaires dans le capital de cette même société, et ce sans contrepartie.

A la suite de l'exercice des bons de souscription, Maurel & Prom est propriétaire véritable ou exerce un contrôle ou une emprise sur plus de 109 000 000 actions ordinaires de TUSCANY, soit 29,05 % des actions ordinaires émises et en circulation.

Au 30 juin 2013, Maurel & Prom détient 29,05 % des actions de TUSCANY. Les données financières communiquées par Tuscany au titre de la situation à cette date et le niveau de son cours de bourse ont conduit le Groupe à constituer une provision de 35 M€, soit 50% de la valeur de la participation inscrite au bilan de Maurel & Prom.

Le Groupe avait conclu le 29 mai 2009 une facilité bancaire de 255 M\$ (Emprunt de type « Reserve Based Loan » dit RBL). Le montant de ce RBL avait été porté à 330 M\$ en janvier 2011. Au 31 décembre 2012, le montant tiré était de 130 M\$.

Le 8 novembre 2012, le Groupe avait annoncé la mise en place d'une nouvelle ligne de crédit de 350 M\$ (Senior Secured Facility). Celle-ci a été tirée le 25 janvier 2013. Concomitamment, le Groupe a remboursé la totalité de ligne RBL tirée, soit 130 M\$ ainsi que le prêt BGFI de 15 M€.

8.5.2 NOTE 2 : METHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés résumés intermédiaires au 30 juin 2013 du Groupe Maurel & Prom ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Les états financiers consolidés intermédiaires n'incluent donc pas toutes les notes et informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers annuels de l'exercice 2012.

Les principes comptables appliqués pour les comptes intermédiaires ne diffèrent pas significativement de ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012, établis en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Il a été tenu compte des nouveaux textes ou amendements adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013.

IAS1 (amendement) : Présentation des autres éléments du résultat global
 IAS12 (amendement) : Impôt différé – recouvrement des actifs sous-jacents
 IAS19 révisée : Avantages au personnel
 IFRS7 (amendement) : Compensation d'actifs et de passifs financiers
 IFRS13 : Evaluation de la juste valeur
 Amélioration des IFRS : Lot d'amendements du cycle 2009-2011

Ces nouveaux textes n'ont pas d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2013.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2013, telles que :

IFRIC21 (Taxes) (applicable exercice ouvert au 01/01/2014 – non endossée)

IFRS10 (Etats financiers consolidés), IFRS11 (Partenariats), IFRS12 (Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités), IAS27R (Etats financiers individuels), IAS28R (Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises) (applicables aux exercices ouverts au 01/01/2014 – endossée le 29/12/2012)

Amendements à IFRS10, IFRS11 et IFRS12 (Modalités de transition) (applicable aux exercices ouverts au 01/01/2014 – endossée le 05/04/2013)

Amendements à IAS32 (Compensation des actifs et passifs financiers) (applicable aux exercices ouverts au 01/01/2014 – endossée le 29/12/2012)

IFRS9 (Instruments financiers) (applicable aux exercices ouverts au 01/01/2015 – non endossée)

Amendements à IFRS10, IFRS12 et IAS27 (Entités d'investissement) (applicables aux exercices ouverts au 01/01/2014 – non endossée)

Les impacts de l'application des normes IFRS 10, 11,12 sont en cours d'analyse. En effet, le groupe applique la méthode de consolidation en intégration proportionnelle conformément à IAS 31, méthode qui sera supprimée par IFRS 11.

Les normes IFRS ont été appliquées par le Groupe de manière homogène pour toutes les périodes présentées.

L'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS implique que le Groupe effectue des choix comptables, procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

Les résultats réalisés peuvent différer significativement de ces estimations lorsque des circonstances ou hypothèses différentes s'appliquent.

Par ailleurs, lorsqu'une transaction spécifique n'est traitée par aucune norme ou interprétation, la Direction du Groupe applique son jugement à la définition et à l'application de méthodes comptables qui permettent de fournir une information pertinente et fiable. Les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière, de la performance et des flux de trésorerie du Groupe. Ils reflètent la substance des transactions, sont préparés de manière prudente et sont complets sous tous leurs aspects significatifs.

Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur:

- les tests de dépréciation des actifs pétroliers ;
- les provisions pour remise en état des sites ;
- la comptabilisation des portages pétroliers ;
- le traitement comptable des instruments dérivés souscrits par le Groupe;
- la reconnaissance des impôts différés actifs ;
- l'évaluation des investissements nécessaires au développement des réserves prouvées non développées, inclus dans le calcul de la déplétion des actifs.

Les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation. Le montant de trésorerie et équivalent de trésorerie est de 231 M€ au 30 juin 2013. La progression de la production au Gabon est conforme aux objectifs. L'assemblée générale des actionnaires a donné au Conseil d'Administration de la Société les autorisations nécessaires pour pouvoir procéder à l'émission de valeurs mobilières. Par ailleurs, la Société est confiante dans sa capacité de lever des fonds auprès d'établissements bancaires. En conséquence, la société considère qu'elle pourra donc satisfaire à l'amortissement des OCEANES du 31 juillet 2014.

8.5.3 NOTE 3 : VARIATION DE LA COMPOSITION DU GROUPE

Société	Siège	Méthode de consolidation	% de contrôle	
			30/06/2013	31/12/2012
Etablissements Maurel & Prom	Paris	Société consolidante	Société consolidante	
Activités pétrolières et gazières				
Panther Eureka Srl	Raguse, Sicile	Intégration globale	100,00%	100,00%
Maurel & Prom West Africa SAS	Paris, France	Intégration globale	100,00%	100,00%
M&P Gabon	Port-Gentil, Gabon	Intégration globale	100,00%	100,00%
M&P Etekamba	Port-Gentil, Gabon	NA	NA	100,00%
Quartier General M&P Gabon	Port-Gentil, Gabon	Intégration globale	100,00%	100,00%
MP East Asia	Paris, France	Intégration proportionnelle	33,33%	
M&P Peru SAC	Lima, Pérou	Intégration globale	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Colombia BV	Rotterdam, Pays Bas	Intégration proportionnelle	50,01%	50,01%
Maurel & Prom Latin America BV	Amsterdam, Pays Bas	Intégration globale	100,00%	100,00%
Zetah Noumbi Ltd	Nassau, Bahamas	Intégration proportionnelle	49,00%	49,00%
Maurel & Prom Congo S.A.	Pointe Noire, Congo	Intégration globale	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Tanzanie Ltd	Dar Es Salam, Tanzanie	Intégration globale	100,00%	100,00%
Prestoïl Kouilou	Pointe Noire, Congo	Intégration globale	100,00%	100,00%
MPAT	Paris, France	Intégration globale	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Exploration Production Tanzania Ltd	Dar el Salem, Tanzanie	Intégration globale	100,00%	100,00%
M&P Développement Gabon	Libreville, Gabon	Intégration globale	100,00%	100,00%
M&P Volney 2	Paris, France	Intégration globale	100,00%	100,00%
Cyprus Mnazi Bay Limited	Nicosie, Chypre	Intégration globale	60,075%	60,075%
M&P Mnazi Bay Holdings	Paris, France	Intégration globale	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Peru Holdings	Paris, France	Intégration globale	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Exploration Production BRM	Paris, France	Intégration globale	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Exploration Production Mozambique	Paris, France	Intégration globale	100,00%	100,00%
Maurel & Prom France	Paris, France	Intégration globale	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Iraq	Paris, France	Intégration globale	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Namibia	Paris, France	Intégration globale	100,00%	100,00%
Tuscany	Canada	Mise en équivalence	29,05%	29,05%
Activités diverses				
Saint Aubin Energie SAS	Paris, France	Intégration proportionnelle	33,33%	
Maurel & Prom Assistance Technique International S.A.	Genève, Suisse	Intégration globale	99,99%	99,99%

Saint Aubin Energie

Au cours du premier semestre 2013, le Groupe Maurel & Prom a mis en place un partenariat avec MPI (ex Maurel & Prom Nigeria) sous la forme d'une société commune, détenue à hauteur d'un tiers par Maurel & Prom et deux tiers par MPI.

Cette société commune, dénommée Saint Aubin Energie, est gouvernée en contrôle conjoint avec MPI et est de ce fait consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle, selon les normes IFRS en vigueur sur l'exercice 2013.

MP East Asia

MP East Asia est une société filiale à 100% de Saint Aubin Energie, entrant de ce fait dans le cadre du partenariat avec MPI. En mai 2013, MP East Asia a signé un accord avec PetroVietnam portant sur la prise d'intérêts dans le bloc M2, situé au large des côtes du Myanmar. Via sa société mère Saint-Aubin Energie, cette filiale est détenue à 33,33% par le Groupe. En conséquence cette société fait l'objet d'un contrôle conjoint et est consolidée en intégration proportionnelle.

Maurel & Prom Etekamba

La liquidation de la société Maurel & Prom Etekamba a été constatée dans les comptes au 30 juin 2013 suite au rendu de ce permis au cours de la période.

Cette liquidation est sans incidence pour le Groupe, le permis d'Etekamba étant logé dans la société Maurel & Prom Gabon, au même titre que les permis Omoueyi et Kari.

8.5.4 NOTE 4 : ACTIFS INCORPORELS

Evolution des actifs incorporels

<i>En milliers d'euros</i>	Ecarts d'acquisition	Droits de recherche et d'exploitation pétrolière	Coûts d'exploration	Autres	Total
Valeur brute au 01/01/2012	6 403	207 018	315 701	2 915	532 036
Investissements d'exploration	0	467	85 218	3 576	89 261
Cessions / Diminutions	0	0	0	0	0
Exploration passée en charges	0	0	(41 694)	0	(41 694)
Variations de périmètre	0	12 921	1 577	0	14 498
Variations de juste valeur	0	0	0	0	0
Ecarts de conversion	0	(4 756)	(4 736)	(14)	(9 506)
Transferts	0	0	(19 892)	0	(19 892)
Valeur brute au 31/12/2012	6 403	215 650	336 174	6 477	564 703
Investissements d'exploration	0	0	43 673	214	43 887
Cessions / Diminutions	0	0	(1 747)	0	(1 747)
Exploration passée en charges	0	(9 143)	(19 199)	0	(28 342)
Variations de périmètre	0	0	0	0	0
Variations de juste valeur	0	0	0	0	0
Ecarts de conversion	0	1 776	1 989	6	3 771
Transferts	0	0	2 188	(2 188)	0
Valeur brute au 30/06/2013	6 403	208 283	363 078	4 509	582 272
Amortissements et dépréciations cumulés au 01/01/2012	0	19 907	99 127	1 872	120 906
Dotations aux amortissements	0	6 440	2 906	300	9 646
Cessions / Reprises	0	0	0	0	0
Exploration passée en charges	0	0	0	0	0
Ecarts de conversion	0	(455)	(210)	(4)	(669)
Variations de périmètre	0	0	0	0	0
Transferts	0	0	(6 713)	0	(6 713)
Amortissements et dépréciations cumulés au 31/12/2012	0	25 892	95 110	2 168	123 170
Dotations aux amortissements	0	3 973	1 861	233	6 067
Cessions / Reprises	0	0	0	0	0
Exploration passée en charges	0	0	0	0	0
Ecarts de conversion	0	199	100	2	301
Variations de périmètre	0	0	0	0	0
Transferts	0	0	0	0	0
Amortissements et dépréciations cumulés au 30/06/2013	0	30 064	97 071	2 403	129 538
Valeur nette comptable au 30/06/2013	6 403	178 219	266 007	2 106	452 733
Valeur nette comptable au 31/12/2012	6 403	189 758	241 064	4 309	441 533

Investissements d'exploration

Les acquisitions d'actifs incorporels s'élevaient au 30 juin 2013 à 43 673 K€, les principaux investissements de la période concernent :

- les dépenses engagées au Gabon, principalement des acquisitions et traitements sismiques réalisés sur le permis Kari pour 3 488 K€;
- les dépenses d'exploration réalisées chez Maurel & Prom Colombia BV pour 4 782 K€ ; elles correspondent aux dépenses d'exploration réalisées sur le permis CPO17 pour 2 821 K€ (dont 2 361 K€ de coûts relatifs aux travaux de forage), sur le permis Muisca pour 1 454 K€

(dont 950 K€ au titre des acquisitions sismiques), sur le permis SSJN9 pour 384 K€ et le permis COR15 pour 124 K€. Au 30 juin 2013, la société a modifié les modalités d'affectation des réserves colombiennes : chaque permis est désormais considéré comme Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) ;

- les dépenses d'exploration engagées en Tanzanie concernent principalement le permis Mnazi Bay pour 7 937 K€ (essentiellement des acquisitions de nouvelles études sismiques 3D) et le permis Bigwa-Rufiji/Mafia pour 8 485 K€ ;
- les dépenses d'exploration engagées au Mozambique sur le permis Rovuma pour 3 015 K€ ;
- les dépenses d'exploration engagées au Congo sur les puits Kola 1 et Kola 2 pour 6 589 K€ ;
- les dépenses d'exploration engagées au Myanmar par la société MP East Asia pour 8 504 K€.

Cessions / Diminutions

La diminution des coûts d'exploration de 1 747 K€ correspond à l'entrée de Pacific Rubiales Energy dans le bloc 116 au Pérou à hauteur de 50% par le remboursement des coûts passés. Maurel & Prom est portée dans le cadre des dépenses d'exploration réalisées au Pérou à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'à hauteur de 75 M\$.

Exploration passée en charges

Au 30 juin 2013, les coûts d'exploration passés en charges s'élèvent à 28 342 K€ en valeur nette et concernent :

- les puits Kola 1 et Kola 2 sur le permis de la Noubi pour 9 250 K€ ;
- les actifs d'explorations relatifs au permis Etekamba pour 9 460 K€ suite au rendu de ce permis ;
- les coûts relatifs au permis SSJN9 pour 384 K€ ainsi que la partie relative au goodwill affecté au permis pour 9 144 K€.

Valeur nette comptable des actifs incorporels

La valeur nette comptable des actifs incorporels est de 448 M€ au 30 juin 2013. Elle se décompose comme suit :

En M€	A	B	C=A+B	D	E	F=C+D+F
Permis	Forage	Etudes	Total	Permis et réserves	Autres	Total Actifs incorporels
Omoueyi	41	63	104	96		200
Etekamba	0	0	0	0		0
Nyanga Mayombe		1	1	2		3
Kari		18	18	1		19
Bigwa Rufiji Mafia (BRM)	30	21	51	0		51
Bloc 116		7	7			7
Colombie	19	19	38	61		99
Mnazi Bay		12	12	17		28
Alasi			0	1		1
Noubi		14	14	1		15
Rovuma (Mozambique)		10	10	0		10
Autres permis	1	7	8	1	6	15
Total	91	170	262	180	6	448

Les principales estimations retenues par la Société sont les suivantes :

- en Tanzanie, les perspectives de développement du permis BRM reposent sur les marques d'intérêt reçues d'autres acteurs du secteur et notamment de demandes de fourniture de gaz, avec le soutien de l'administration tanzanienne pour une mise en place d'un cadre contractuel de cession du gaz à produire ;
- consécutivement au changement de contrôle intervenu en 2011 (coentreprise avec Pacific Rubiales), la Société a constaté un actif incorporel relatif à l'ensemble de ses actifs colombiens, évalué à sa juste valeur à la date de transaction. La valeur de cet actif s'apprécie désormais à l'échelle de chacun des permis dans ce pays (Colombie) en tenant compte des perspectives d'exploration et de production, et des engagements de travaux liés.

Amortissements et dépréciations

Les dotations aux amortissements et provisions de la période constatées au titre des déplétions de réserves concernent le Gabon (Onal) à hauteur de 2 570 K€ et la Colombie pour 328 K€.

En outre, le groupe amortit les éléments sismiques inscrits en actifs incorporels ayant servi à la découverte des champs en production sur le Gabon. Ainsi, une dotation aux amortissements a été constatée pour 1 786 K€ sur Omoueyi.

Au 30 juin 2013, l'amortissement des permis miniers s'élève à 1 075 K€.

Ecart de conversion

La réévaluation des actifs détenus en dollars au taux de clôture conduit à la constatation d'un écart de conversion positif de 3 470 K€ en valeur nette.

8.5.5 NOTE 5 : ACTIFS CORPORELS

Evolution des actifs corporels

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains et constructions	Installations techniques	Acomptes et immobilisations en cours	Autres immobilisations	Total
Valeur brute au 01/01/2012	5 658	848 436	1 086	17 055	872 235
Investissements de développement / prod.	99	197 930	169	7 742	205 940
Actifs de démantèlement	0	621	0	0	621
Cessions / Diminutions	0	0	0	(374)	(374)
Mise au rebut	0	(908)	0	0	(908)
Variations de périmètre	0	370	0	(38)	332
<i>Ecarts de conversion</i>	<i>9</i>	<i>(22 671)</i>	<i>1</i>	<i>(443)</i>	<i>(23 104)</i>
Transferts	(2 071)	21 707	(872)	944	19 708
Valeur brute au 31/12/2012	3 695	1 045 485	384	24 886	1 074 450
Investissements de développement / prod.	36	97 850	49	11 997	109 932
Actifs de démantèlement	0	0	0	0	0
Cessions / Diminutions	0	0	0	0	0
Mise au rebut	0	0	0	0	0
Variations de périmètre	0	0	0	(0)	(0)
Ecarts de conversion	2	9 773	2	220	9 997
Transferts	0	0	0	0	0
Valeur brute au 30/06/2013	3 733	1 153 108	435	37 103	1 194 379
Amortissements et dépréciations cumulés au 01/01/2012	746	128 539	0	3 404	132 689
Dotations aux amortissements	364	75 198	0	738	76 300
Cessions / Reprises	0	0	0	(365)	(365)
Mise au rebut	0	(538)	0	0	(538)
Ecarts de conversion	(2)	(4 426)	0	(11)	(4 439)
Variations de périmètre	0	0	0	0	0
Transferts	1	0	0	24	25
Amortissements et dépréciations cumulés au 31/12/2012	1 109	198 773	0	3 790	203 672
Dotations aux amortissements	184	48 927	0	373	49 484
Cessions / Reprises	0	0	0	0	0
Mise au rebut	0	0	0	0	0
Ecarts de conversion	1	1 937	0	5	1 943
Variations de périmètre	0	0	0	(0)	(0)
Cessions de filiales	0	0	0	(0)	(0)
Transferts	0	0	0	0	0
Amortissements et dépréciations cumulés au 30/06/2013	1 294	249 637	0	4 168	255 099
Valeur nette comptable au 30/06/2013	2 440	903 470	435	32 935	939 279
Valeur nette comptable au 31/12/2012	2 586	846 712	384	21 096	870 778

Investissements de développement / production

Les investissements corporels de la période qui s'élèvent à 109 932 K€ concernent pour l'essentiel :

- les investissements de production réalisés sur le permis Omoueyi pour 102 128 K€. Il s'agit principalement des investissements réalisés dans les infrastructures de production, pour les plateformes, et d'investissements réalisés au titre des forages et complétions pour les puits des champs Onal et Maroc-Nord ;
- les investissements réalisés en Colombie concernent le permis Sabanero pour 6 467 K€. Ils concernent essentiellement des investissements réalisés au titre des forages.

Amortissements et dépréciations

Les dotations de 48 927 K€ comptabilisées au titre des amortissements des installations techniques concernent principalement la déplétion des immobilisations des champs du permis Omoueyi pour 46 688 K€, des champs de Banio pour 166 K€ et de Sabanero pour 2 028 K€.

Ecarts de conversion

La réévaluation des actifs détenus en dollars au taux de clôture conduit à la constatation d'un écart de conversion positif de 8 054 K€ en valeur nette.

8.5.6 NOTE 6 : TITRES MIS EN EQUIVALENCE

Au 30 juin 2013, seule la société Tuscany International Drilling, dont Maurel & Prom a pris une participation à hauteur de 29,05% suite à la cession de Caroil en 2011 est mise en équivalence.

Au 31/12/2012

En milliers d'euros	Quote part de capitaux propres	Valeur au bilan	dont quote-part de résultat dans l'exercice
Tuscany International Drilling	72 496	72 496	(7 924)
Total	72 496	72 496	(7 924)

Au 30/06/2013

En milliers d'euros	Quote part de capitaux propres	Valeur au bilan	dont quote-part de résultat dans l'exercice*
Tuscany International Drilling	69 490	34 745	(3 745)
Total	69 490	34 745	(3 745)

*hors réévaluation de la valeur d'utilité

INFORMATIONS FINANCIERES AU 30 JUIN 2013

En milliers d'euros	Tuscany International Drilling
Actifs	491 533
Passifs*	252 326
Chiffre d'affaires	99 644
Résultat net	(12 807)

* hors situation nette.

Les comptes de Tuscany au 30 juin 2013 sont établis sur la base du communiqué de presse Tuscany International Drilling du 9 août 2013. Maurel & Prom détient 29,05 % des actions de TUSCANY çà cette date.

Les données financières communiquées par Tuscany à ce titre font état des difficultés en matière de refinancement, d'encaissement des créances et d'optimisation des opérations. Compte tenu de ces difficultés, le Groupe Maurel & Prom a procédé à une révision de la valeur d'utilité de sa participation dans Tuscany. De ce fait le Groupe a enregistré une perte de valeur de 35 M€, en sus de sa quote-part dans la perte du premier semestre pour 3,7 M€.

8.5.7 NOTE 7 : CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Créances clients - activité pétrolière et gazière	66 152	74 258
Autres	1 048	1 029
Total	67 200	75 287
A déduire dépréciation	0	0
Valeur nette	67 200	75 287

L'encours clients relatif aux ventes d'hydrocarbures correspond essentiellement aux créances sur les sociétés Socap (Groupe Total) et Sogara auxquelles sont vendues la production réalisée sur les champs du permis d'Omoueyi (63 496 K€), aux créances sur Perenco à qui est vendue la production du champ Banio (1 074 K€), et aux créances comptabilisées au titre des ventes de gaz du champ Mnazi Bay (1 056 K€).

Les autres actifs financiers et non financiers courants se composent des éléments suivants :

en milliers d'euros

Autres Actifs Financiers Courants	30/06/2013	31/12/2012
Créances sur Participations et associations	17 767	18 955
Prêts et autres	2 048	6 390
Débiteurs Divers	67 309	69 526
Valeur brute	87 124	94 871
A déduire dépréciation	- 53 476	- 54 445
Valeur nette	33 648	40 426

Autres actifs courants	30/06/2013	31/12/2012
Avances et acomptes	17 062	16 882
Charges constatées d'avance	2 041	1 646
Créances fiscales et sociales (hors IS)	39 027	33 125
Autres actifs	282	8 920
Valeur brute	58 412	60 573
A déduire dépréciation	-	-
Valeur nette	58 412	60 573

Créances sur participations et associations :

Au 30 juin 2013, ce poste est constitué principalement :

- du compte courant Ison Holding totalement déprécié pour 11 634 K€;
- des comptes courant hors groupe des partenaires sur le permis Noumbi pour 4 554 K€.

Prêts et autres :

Le solde de ce poste est principalement constitué des créances sur le personnel pour 1083 K€ (dont 971 K€ au Gabon) et de divers dépôts de garantie dont l'échéance est inférieure à 1 an pour 758 K€ (dont 372 K€ de dépôt de garantie afférent à l'ancien siège social).

La variation de ce poste sur le premier semestre est essentiellement due au solde du dépôt de garantie relatif au tirage de l'emprunt RBL qui a été intégralement remboursé au cours du mois de janvier 2013.

Débiteurs divers :

Au 30 juin 2013, le solde des débiteurs divers est principalement composé des éléments suivants :

- de la comptabilisation de la créance à recevoir d'Integra au titre de la cession de Maurel & Prom Venezuela pour 37 500 K€ dépréciée en totalité ;
- du solde de la créance comptabilisée en 2011 relative à l'engagement de financement de l'exploration par Pacific Rubiales Energy dans le cadre de la cession de 49,99 % de la Colombie pour 12 169 K€ ;
- des créances diverses détenues par la société Maurel & Prom Gabon Omoueyi pour 11 040 K€ dont 10 979 K€ au titre des refacturations de coûts au partenaire Tullow ;
- des créances diverses comptabilisées dans les comptes de Cyprus Mnazi Bay Ltd relativement au permis Mnazi Bay pour 1 201 K€ ;

Dépréciation des autres actifs financiers courants:

Aucune évolution significative n'est intervenue sur le premier semestre 2013.

Le solde des dépréciations des autres actifs financiers courants est essentiellement composé :

- de la provision de la totalité de la créance à recevoir d'Intégra dans le cadre de la cession de Maurel & Prom Venezuela pour 37 500 K€ ;
- de la provision de l'intégralité du compte courant Ison Holding pour 11 634 K€.

Avances et acomptes :

Le solde de ce poste correspond essentiellement aux avances et acomptes versés sur commande pour les besoins en investissements des champs au Gabon pour 17 013 K€.

Créances fiscales et sociales :

Les créances fiscales et sociales du Groupe augmentent de 5 902 K€. Il s'agit essentiellement d'une augmentation des créances de TVA sur le permis Omoueyi pour 5 251 K€.

Ce poste est principalement constitué au 30 juin 2013 des créances de TVA comptabilisées :

- au Gabon pour 25 736K€ (dont 21 596K€ sur Omoueyi) ;
- en Colombie pour 7 399K€ ;
- en Sicile sur la société Panther pour 3 423 K€ ;
- en Tanzanie sur le permis Mnazi Bay pour 1 199 K€.

8.5.8 NOTE 8 : INSTRUMENTS FINANCIERS

en milliers d'euros	30/06/2013			31/12/2012
	Courant	Non courant	Total	Total
Instruments financiers (actifs)	1 410	-	1 410	2 166
<i>Instruments de taux</i>	-	-	-	-
<i>Instruments de change</i>	-	-	-	-
<i>Instruments sur hydrocarbures</i>	1 410	-	1 410	2 166
Instruments financiers (passifs)	1 717	-	1 717	5 787
<i>Instruments de taux</i>	-	-	-	-
<i>Instruments de change</i>	-	-	-	-
<i>Instruments sur hydrocarbures</i>	1 717	-	1 717	5 787
Total	-307	-	-307	-3 621

<i>dont Mark to market actif</i>	1 410	-	1 410	2 166
<i>dont Mark to market passif</i>	-1 670	-	-1 670	-5 231
<i>dont liquidation</i>	- 47	-	-47	-556
	-307	-	-307	-3 621

Le Groupe a recours, dans le cadre de ses activités courantes, à des instruments financiers pour diminuer son exposition au risque de fluctuation des cours du pétrole et, dans une moindre mesure, des cours de change des devises.

Différents instruments sont utilisés parmi lesquels des contrats sur les marchés organisés ou de gré à gré tels que futures, opérations à terme, swaps et options.

La variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en résultat ou en capitaux propres conformément aux normes IFRS, notamment IAS 32&39.

Les justes valeurs des instruments financiers dérivés d'énergie sont toutes hiérarchisées en niveau 2, correspondant à l'utilisation de prix basés sur des données observables.

Instruments dérivés sur hydrocarbures

Les dérivés utilisés afin de réduire l'exposition au risque de variation du cours des hydrocarbures sont globalement de deux types :

- des swaps vendeurs de brut fixant pour un volume et une période donnée le prix de vente du baril ;
- des produits plus sophistiqués combinant ventes de swaps et options de façon à fixer le prix de vente du baril tout en permettant de bénéficier dans une certaine mesure d'une évolution favorable du marché.

Bien que s'inscrivant dans une logique de couverture économique ces produits dérivés, dès lors qu'ils présentent certaines caractéristiques optionnelles, peuvent ne pas être éligibles en totalité ou en partie à un traitement en comptabilité de couverture en IFRS. Pour cette raison, on trouvera au sein du portefeuille des couvertures des instruments dérivés qualifiés de trading.

La réévaluation au prix de marché de ces diverses opérations au 30 juin 2013 a conduit à enregistrer un actif de 1,4 M€ et un passif de 1,7 M€.

Réserve de juste valeur en capitaux propres

L'impact sur les capitaux propres des dérivés de couverture est présenté dans le tableau ci-après :

Impact des instruments financiers sur les capitaux propres		
En milliers d'euros	30.06.2013	31.12.2012
Réserve de la Juste valeur à l'ouverture	(3 885)	(10 704)
Variation de la part des couvertures non échues (en vie à l'exercice précédent)	1 726	122
Juste valeur des nouvelles couvertures de l'exercice comptabilisé en capitaux propres		
Juste valeur de la part des couvertures recyclées au compte de résultat	675	6 666
Impôt différé		
Effet change	24	32
Réserve de la Juste valeur à la clôture	(1 460)	(3 885)
Mouvement de la période en capitaux propres (hors effet de change)	2 400	6 788
<i>Taux de clôture 31.12.2012</i>	<i>1,3194</i>	
<i>Taux moyen 30.06.2013</i>	<i>1,3133</i>	
<i>Taux de clôture 30.06.2013</i>	<i>1,3080</i>	

8.5.9 NOTE 9 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Les équivalents de trésorerie se composent des liquidités et placements dont le terme est inférieur à 3 mois.

En milliers d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Liquidités, Banques et caisses	59 757	37 980
Dépôts bancaires à court terme	172 158	29 391
Valeurs mobilières de placement	0	0
Total	231 915	67 371
Concours bancaires	506	131
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette à la clôture	231 409	67 240

Au 30 juin 2013, Maurel & Prom affiche une trésorerie nette de 231,4 M€, en augmentation de 164,2 M€ par rapport au 31 décembre 2012 du fait notamment :

- des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 154 M€ ;

- du paiement du dividende pour 46 M€ ;
- des flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle, soit +212 M€ ;
- de l'encaissement de la facilité mise en place au Gabon pour 350 M\$, soit 267,1 M€ ;
- du remboursement du RBL tiré à hauteur de 130 M\$ (98 M€) au 31 décembre 2012 ainsi que de la ligne de crédit BGFI pour 15 M€.

8.5.10 NOTE 10 : PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	Remise en état des sites	Avantages du personnel	Autres	Total
Solde au 01/01/2012	9 138	899	8 716	18 753
Ecart de conversion	(199)	(6)	(4)	(209)
Variations de périmètre	0	0	0	0
Dotations de la période	400	287	616	1 303
Utilisation	(4)	0	0	(4)
Autres constitutions et reprises	621	0	(4 720)	(4 099)
Effet de la désactualisation	405	0	0	405
Solde au 31/12/2012	10 361	1 180	4 608	16 149
<i>Partie courante</i>	2 073	937	4 608	7 618
<i>Partie non courante</i>	8 288	243	0	8 531

<i>En milliers d'euros</i>	Remise en état des sites	Avantages du personnel	Autres	Total
Solde au 31/12/2012	10 361	1 180	4 608	16 149
Ecart de conversion	86	2	1	89
Variations de périmètre	0	0	0	0
Dotations de la période	11	91	2 676	2 778
Utilisation	0	0	0	0
Autres constitutions et reprises	(4)	0	0	(4)
Effet de la désactualisation	412	0	0	412
Solde au 30/06/2013	10 866	1 273	7 285	19 423
<i>Partie courante</i>	2 300	762	7 285	10 347
<i>Partie non courante</i>	8 566	510	0	9 076

Remise en état des sites

Au 30 juin 2013, la provision de remise en état des sites comptabilisée dans les comptes Maurel & Prom concerne essentiellement le Gabon pour 9 480 K€ (dont 9 419 K€ sur le permis d'Omoueyi), la Sicile pour 724 K€ ainsi que la Colombie pour 660 K€ sur le permis de Sabanero.

Avantages du personnel

Au 30 juin 2013, la provision pour retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi concerne principalement le siège Maurel & Prom (963 K€) et Maurel & Prom Colombia BV (294 K€). Le chiffre de ce passif est effectué annuellement par un actuaire indépendant.

Autres provisions

Les autres provisions pour risques et charges sont analysées dans le tableau ci-après :

En milliers d'euros	déc-12	var.	juin-13	
Risques sur opérations au Congo	1 073	0	1 073	(1)
Risque sur cession Hocol	0	2 676	2 676	(2)
Autres	3 535	1	3 536	
Autres provisions pour risques et charges	4 608	2 676	7 285	

(1) La provision dotée en 2007 pour couvrir un ensemble de risques suite à la cession de l'essentiel des activités du Groupe au Congo à Eni figure toujours dans les comptes pour un montant de 1 073 K€, dans l'attente de la liquidation définitive.

(2) Cette provision permet de couvrir le risque de l'appel en garantie de passif dans le cadre de la cession de Hocol à Ecopetrol en 2009.

8.5.11 NOTE 11 : EMPRUNTS OBLIGATAIRES, AUTRES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les emprunts obligataires, autres emprunts et dettes financières sont détaillés ci-après :

En milliers d'euros	Devise	30/06/2013			31/12/2012
		Courant	Non courant	Total	Total
Emprunts obligataires		23 867	351 494	375 361	357 685
Autres Emprunts et dettes		0	261 734	261 734	113 530
BGFI - ligne de crédit	EUR	0	0	0	15 000
BNP - RBL	USD	0	0	0	98 530
Facilité GABON	USD	0	261 734	261 734	0
Dettes sur location financement		36	0	36	46
Concours bancaires		506	0	506	131
Total des autres emprunts et dettes financières		542	261 734	262 276	113 707

Emprunts obligataires

Le Groupe a émis deux emprunts OCEANE en 2009 et 2010, à échéance respectivement 31 juillet 2014 et 31 juillet 2015.

Sur la période, le montant des intérêts comptabilisés en charge est de :

- au titre de l'OCEANE 2014 : 14 646 K€ ;
- au titre de l'OCEANE 2015 : 3 030 K€.

Autres emprunts et dettes financières

La facilité de type « Reserve Based Loan » dit RBL conclue le 29 mai 2009 avec un consortium de quatre banques associant BNP Paribas, Calyon, Natixis et Standard Bank tirée à hauteur de 130 M\$, équivalent 98 530 K€ au 31 décembre 2012 a été intégralement remboursée au mois de janvier 2013.

Il en est de même pour la ligne de crédit souscrite auprès de la BGFI en avril 2011 pour un montant de 15 M€, tirée à hauteur de 15 M€ au 31 décembre 2012.

Ces remboursements font suite à la mise en place par Maurel & Prom Gabon SA d'une nouvelle ligne de crédit de 350 M\$ (Senior Secured Facility) auprès d'un consortium de sept banques internationales (Natixis, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate & Investment Bank, Standard Bank

Plc, Standard Chartered Bank, Rand Mercant Bank et Export Development Canada), approuvée par les autorités gabonaises fin janvier 2013.

Cette facilité, comptabilisée au coût amorti, est intégralement tirée au 30 juin 2013.

Les modalités de cette facilité sont détaillées en note 18 Actifs et passifs éventuels.

8.5.12 NOTE 12 : DETTES FOURNISSEURS – AUTRES CREDITEURS ET PASSIFS FINANCIERS DIVERS

En milliers d'euros	30/06/2013		31/12/2012			
	< à 1 an	> à 1 an	Total	< à 1 an	> à 1 an	Total
Fournisseurs et comptes rattachés	98 162	-	98 162	104 028	-	104 028
Autres créditeurs et passifs divers	46 752	83 958	130 710	93 678	-	93 678
Dettes sociales	4 341	-	4 341	5 524	-	5 524
Dettes fiscales	13 769	-	13 769	7 572	-	7 572
Créditeurs divers	28 642	83 958	112 600	80 582	-	80 582

Fournisseurs et comptes rattachés

Le solde des comptes de fournisseurs et comptes rattachés au 30 juin 2013 est principalement constitué des dettes fournisseurs directement liées aux besoins générés au Gabon pour un montant de 84 767 K€ et plus précisément sur le permis Omoueyi pour 79 301 K€. Ce solde est constitué également des dettes fournisseurs de la société M&P Colombia BV pour 7 308 K€ et des dettes fournisseurs générées sur le permis Mnazi Bay pour 1 973 K€.

La variation des comptes de fournisseurs et comptes rattachés au cours du premier semestre 2013 de -5 866 K€ s'explique essentiellement par :

- la diminution des postes de fournisseurs en Colombie pour -17 801 K€. Cette diminution est essentiellement liée à la diminution du solde des fournisseurs qui opèrent sur le permis Sabanero (-16 692 K€) ;
- de l'augmentation des dettes au Gabon pour + 15 216 K€ (dont +16 570 K€ pour les besoins du permis Omoueyi) ;
- de la diminution des dettes sur le permis Mnazi Bay pour -2 234 K€.

Autres créditeurs et passifs divers

La variation de +37 032 K€ du poste des autres créditeurs et passifs divers provient essentiellement :

- de l'augmentation des autres créditeurs et passifs divers de la société Maurel & Prom Gabon exploitant le permis Omoueyi (15 317 K€) résultant principalement de la variation des rétrocessions des ventes au partenaire Tulip Oil +2 348 K€, de la comptabilisation d'un produit constaté d'avance de 7 993 K€ relatif au sur-enlèvement et d'une augmentation des dettes fiscales +6 649 K€ due à l'augmentation de la dette relative à la redevance Sogara. Au 30 juin 2013, le solde des rétrocessions de ventes du permis Omoueyi s'élève à 14 310 K€ ;

- de l'augmentation des autres créditeurs et passifs divers de la société M&P Colombia BV pour +21 445 K€ qui est principalement liée au financement par Pacific Rubiales Energy des permis Sabanero et COR15 (+21 695 K€ sur le premier semestre 2013). Au 30 juin 2013, cette dette non courante s'élève à 83 958 K€.

8.5.13 NOTE 13 : RESULTAT OPERATIONNEL

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012
Chiffre d'affaires	270 337	225 900
Marge brute	219 651	182 424
Excédent brut d'exploitation	193 878	163 799
Amortissements à la déplétion et autres éléments de dépréciation	(55 035)	(34 620)
Résultat sur activités de production	138 843	129 179
Dépréciation d'actifs d'exploration et d'exploitation	(28 343)	(30 037)
Résultat sur activités de production et d'exploration	110 500	99 142
Résultat de cession d'actifs	0	0
Autres éléments opérationnels	640	(13 032)
Résultat opérationnel	111 140	86 110

La marge brute correspond au CA net d'achats de matières et consommables, de prestations services. L'excédent brut d'exploitation correspond à la marge brute nette d'impôts et taxes (hors IS) et de charges de personnel.

Ces deux indicateurs fournissent une bonne visualisation de la performance réalisée sur les activités de production.

L'amélioration du résultat sur activités de production est essentiellement due à l'augmentation de la production opérée au Gabon, passant de 16 491 b/j sur le premier semestre 2012 à 22 455 b/j sur le premier semestre 2013 (en production opérée à 100%). Les facteurs environnementaux ont en revanche été moins favorables, avec un prix du baril moyen de 107,5 \$ sur le premier semestre 2013 et 113,4 \$ au premier semestre 2012 (-5%). Dans le même temps, le dollar s'est déprécié par rapport à l'euro avec un taux moyen de 1,3133 sur le premier semestre 2013 contre 1,2972 sur le premier semestre 2012 (-1%).

Détail de l'exploration passée en charge (en K€) :

Etekamba (Gabon)	9 460
Kola 1 et Kola 2 - Noumbi (Congo)	9 250
SSJN9 (Colombie)	9 528
Autres	105
	28 343

L'évolution de l'excédent brut d'exploitation est présentée dans le tableau ci-après :

	2013			2012		
	CA	EBE		CA	EBE	
<i>Gabon*</i>	266	202	76%	227	154	68%
Autres (Colombie – Mnazi Bay)	6	-1	-17%	8	-8	
Production d'hydrocarbures	272	201	74%	236	146	62%
Couvertures	-1	-1		-10	-10	
Structures		-5			27	
	270	194	72%	226	163	71%

* Omoueyi et Nyanga Mayombe

Les dotations aux amortissements s'analysent essentiellement par les éléments suivants :

- déplétion des actifs gabonais : 51 350 K€ incluant l'amortissement des permis miniers ;
- déplétion de Sabanero en Colombie : 2 490 K€.

8.5.14 NOTE 14 : RESULTAT DES ACTIVITES CEDEES

Le résultat des activités cédées correspond au provisionnement du risque de l'appel en garantie de passif dans le cadre de la cession de Hocol à Ecopetrol en 2009 pour 2 676 K€ (cf Note 18 Actifs et Passifs Eventuels).

8.5.15 NOTE 15 : RESULTAT FINANCIER

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012
Intérêts sur découverts	(23)	(90)
Intérêts OCEANE	(17 676)	(17 300)
Intérêts sur autres emprunts	(5 332)	(1 535)
Coût de l'endettement brut	(23 031)	(18 925)
Produits de trésorerie	516	443
Gains et pertes nets sur instruments dérivés	599	8 328
Coût de l'endettement net	(21 916)	(10 154)
Autres produits et charges financiers nets	(94)	4 538
Ecarts de change nets	1 928	14 619
Autres	(2 022)	(10 081)
RESULTAT FINANCIER	(22 010)	(5 616)

Les charges d'intérêts sur les emprunts Oceane 2014 et 2015 s'élèvent à 17 676 K€. Ce montant s'analyse comme suit :

- charges d'intérêts calculées au taux nominal des emprunts et versées à chaque échéance annuelle : 12,9 M€ ;
- charge technique de « désactualisation de la dette » : 4,7 M€.

Le résultat sur opérations dérivées de 0,6 M€ est lié à la réévaluation à la juste valeur par le résultat des couvertures traitées en trading dans les comptes du Groupe (instruments dérivés sur

hydrocarbures souscrits en vue de limiter l'exposition du Groupe à la fluctuation des cours du baril) pour 1,5 M€, et aux liquidations des positions sur le premier semestre pour -0,9 M€.

Les gains de change nets (2 M€) sont liés pour l'essentiel à la réévaluation au taux de clôture des positions en devises du Groupe.

L'impact sur le résultat financier consolidé au 30 juin 2013 d'une variation de 10% à la hausse ou à la baisse du taux de change €/€ à cette date est présenté ci-après :

Impact sur le résultat avant IS en K€		
	Hausse de 10% parité €/€, ie baisse du \$	Baisse de 10% parité €/€, ie hausse du \$
USD	-22 854,6	25 616,2
Total	-22 854,6	25 616,2

Les autres éléments du résultat financier sont constitués essentiellement de l'amortissement des charges à répartir résiduelles sur le RBL.

8.5.16 NOTE 16 : IMPÔT SUR LES RESULTATS

Détail de la charge de l'exercice

La charge exigible d'impôt sur les sociétés correspond principalement à la constatation du profit oil part de l'Etat sur les permis d'Omoueyi et de Nyanga Mayombé au Gabon pour 18 021 K€ et à la taxe sur les dividendes supportée par les Etablissements Maurel & Prom pour un montant de 1 388 K€.

La charge d'impôt différé (37 M€) résulte principalement de la comptabilisation de l'impôts sur la base de l'écart entre la reconnaissance des coûts récupérables en base fiscale et la comptabilisation de ces coûts dans les comptes consolidés sur le permis d'Omoueyi.

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012
Charge d'impôt exigible au titre de l'exercice	19 411	12 360
Produit ou charge d'impôt différé	37 055	35 603
TOTAL	56 466	47 964

Variation de l'impôt courant

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Impôt exigible actif	419	290
Impôt exigible passif	2 737	2 506

Origine des impôts différés

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Déficits fiscaux	3 837	4 966
Différence temporaire sur valorisation des stocks d'huile Gabon	820	1 785
TOTAL IMPOT DIFFERE ACTIF	4 657	6 751
Ecart d'évaluation immobilisations corporelles	212 758	175 009
Composante capitaux propres OCEANE	3 837	4 966
TOTAL IMPOT DIFFERE PASSIF	216 595	179 975
Net	211 938	173 224

La première imposition différée entre la base fiscale des coûts récupérables et les actifs consolidés d'Omoueyi a été constatée au 31 décembre 2009. Au 30 juin 2013, cette différence de base génère un impôt différé passif de 213 M€.

Les impôts différés actifs liés aux reports déficitaires ne sont pas reconnus au-delà des impôts différés passifs en l'absence de probabilité suffisante de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes pourront être imputées.

Rapprochement de la charge d'impôt et le résultat avant impôt

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012
Résultat avant impôt des activités conservées	50 640	80 392
-Résultat net des sociétés mises en équivalence	-38 490	-102
Résultat avant impôt hors sociétés mises en équivalence	89 130	80 494
Distorsion de base taxable Gabon	-160 070	-159 253
Plus-value non taxable France		
Résultat taxable avant impôt	-70 940	-78 758
Charge d'impôt théorique 33,33%	-23 644	-26 250
Rapprochement		
-Impôt liquidé en nature		
-Divergence de taux d'impôt	-3	0
-Différence fiscale sur coûts récupérables Gabon	37 055	35 604
-Impot profit oil / Chiffre d'affaires notionnel	18 021	14 506
-Activation de déficits antérieurs		
-Déficits non activés et autres	25 037	24 104
Charge réelle d'impôt	56 466	47 964

Les divergences de taux d'impôt sont essentiellement liées à la fiscalité appliquée aux entités ou établissements ayant une activité pétrolière dans les pays africains.

Les déficits non activés correspondent à la part d'impôt non activé sur des filiales ou établissements pour lesquelles les perspectives de récupération ne sont pas avérées. C'est notamment le cas, de façon structurelle, sur Maurel & Prom maison mère, ou en Tanzanie, du fait des coûts d'exploration passés en charges sur les exercices précédents.

8.5.17 NOTE 17 : PARTIES LIEES

Transactions Commerciales et Financières

30/06/2013 en milliers d'euros	Revenus	Charges	Montants dus par les parties liées (net)	Montants dus aux parties liées
1) Sociétés mises en équivalence				
- Tuscany International Drilling	-	-	216	2 040
2) Autres parties liées				
- Pacifico	111	181	133	43
31/12/2012 en milliers d'euros	Revenus	Charges	Montants dus par les parties liées (net)	Montants dus aux parties liées
1) Sociétés mises en équivalence				
- Tuscany International Drilling	76	-	205	2 825
2) Autres parties liées				
- Pacifico	226	362	66	22

Sociétés mises en équivalence

La société Tuscany International Drilling est mise en équivalence depuis le 15 septembre 2011. Elle réalise des opérations de forage par l'intermédiaire de sa filiale Caroil pour le compte de sociétés du Groupe Maurel & Prom, essentiellement au Gabon sur le permis d'Omoueyi.

Autres parties liées

Les transactions avec Pacifico, réalisées dans des conditions de concurrence normales, portent d'une part sur des prestations de location et d'autre part sur des prestations d'assistance.

Ainsi Maurel & Prom a conclu, notamment avec Pacifico, actionnaire à 23,66%, une convention de sous-location de locaux. Par ailleurs, la société Pacifico fournit à Maurel & Prom une prestation d'assistance en matière technique et financière. La convention de prestation de service avec Pacifico a fait l'objet d'un avenant approuvé par le Conseil de Surveillance de Maurel & Prom le 29 mai 2007 et signé le 11 juin 2007 (avec prise d'effet au 1er février 2007). Cet avenant porte essentiellement sur l'actualisation des honoraires correspondant aux prestations fournies.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants s'entendent d'une part, des Directeurs (responsables de Département) et d'autre part des membres du Conseil d'Administration et du Président Directeur Général.

en milliers d'euros	30/06/2013	30/06/2012
Avantages à court terme	1 429	1 366
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Indemnités postérieures à l'emploi	219	240
Paieement en actions	107	197
	1 755	1 803

8.5.18 NOTE 18 : ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Facilité de crédit Maurel & Prom Gabon SA

Le 5 novembre 2012, Maurel & Prom Gabon a conclu avec un consortium de sept banques internationales (Natixis, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Standard Bank Plc, Rand Merchant Bank et Standard Chartered Bank et l'agence d'export du Canada (Export Development Canada)) un contrat de crédit senior d'un montant de 350 M\$ (le « Contrat de Crédit »).

Conformément aux termes du Contrat de Crédit, Maurel & Prom Gabon peut tirer jusqu'au 30 juin 2014 l'intégralité du montant mis à sa disposition au titre de ce contrat. A l'échéance de cette date, le montant disponible au titre du Contrat de Crédit diminuera selon un calendrier déterminé.

Au 30 juin 2013, le montant a été intégralement tiré.

Outre les conditions de marché standards pouvant conduire à l'annulation de cette ligne, le montant disponible au titre du Contrat de Crédit pourra être réduit en cas de cession par Maurel & Prom Gabon de tout ou partie de ses intérêts dans le contrat de partage de production du permis Omoueyi, incluant les champs d'Onal, d'Omko, d'Omgw, d'Ombg, d'Omoc et d'Omoc-N au Gabon (les « Actifs Sous-Jacents »), et en conséquence, que le niveau de production minimum prévu dans le Contrat de Crédit ne soit pas atteint.

Ce Contrat de Crédit est garanti par la Société et Maurel & Prom West Africa. Les sûretés suivantes ont également été accordées dans le cadre du Contrat de Crédit :

- un nantissement des droits détenus par Maurel & Prom Gabon au titre du « contrat de vente de pétrole brut Rabi Light » conclu entre Maurel & Prom Gabon et Socap International Limited le 25 juillet 2008 (tel qu'amendé) ;
- un nantissement des créances détenues par Maurel & Prom Gabon au titre des prêts intragroupe accordés par Maurel & Prom Gabon à la Société dans le cadre des accords de cash pooling ;
- un nantissement de certains comptes bancaires détenus par Maurel & Prom Gabon, la Société et Maurel & Prom West Africa ;
- un nantissement des droits détenus par Maurel & Prom Gabon au titre du « contrat de vente de pétrole brut » conclu entre Maurel & Prom Gabon et la Société Gabonaise de Raffinage le 4 février 2011 ;
- un nantissement des actions Maurel & Prom Gabon détenues par Maurel & Prom West Africa ;
- un nantissement des actions Maurel & Prom West Africa détenues par la Société ; et
- le transfert, à titre de garantie, des droits respectifs détenus par Maurel & Prom Gabon, la Société et Maurel & Prom West Africa dans tout (i) accord de couverture, (ii) contrat d'assurances et (iii) futur contrat de vente d'huile portant sur les Actifs Sous-Jacents conclu entre Maurel & Prom Gabon et toute partie autorisée à procéder aux enlèvements.

Les sommes mises à disposition au titre du Contrat de Crédit doivent être utilisées pour :

- prêter à la Société les sommes nécessaires pour rembourser le RBL ;
- financer les investissements de Maurel & Prom Gabon dans les Actifs Sous-Jacents ; et
- financer tous besoins généraux de Maurel & Prom Gabon, y compris l'octroi de prêts à toute société membre du Groupe.

Le Contrat de Crédit est assorti d'un tableau d'amortissement prévoyant un remboursement final fixé au 31 décembre 2017. Maurel & Prom Gabon devra payer les intérêts sur l'emprunt, à échéance

prévue, à un taux égal au LIBOR auquel s'ajoutent des coûts obligatoires ainsi qu'une marge comprise entre 3,5 % et 4 % par an. Cette marge varie en fonction du taux d'utilisation du crédit (3,50 % lorsque le taux d'utilisation est égal ou inférieur à 50 %, 3,75 % lorsque le taux d'utilisation est supérieur à 50 % et inférieur ou égal à 75 %, 4 % au-delà). Les intérêts seront calculés par périodes de 3 mois, sauf stipulation contraire.

Maurel & Prom Gabon s'engage à respecter certains ratios financiers au 30 juin et 31 décembre de chaque année :

- un ratio actifs consolidés courants du Groupe / dettes courantes au moins égal à 1.10 : 1.00 ;
- un ratio endettement consolidé du Groupe / résultats (avant intérêts, impôts, amortissements et dépréciations et excluant l'impact des gains et pertes de change), calculé sur une période de 12 mois précédant la période de référence, ne devant pas excéder 3.00 : 1.00.

En outre, le ratio de couverture du service de la dette doit être au moins égal à 1.30 : 1.00 pour chaque période de 6 mois. Les droits de Maurel & Prom Gabon sur la production de pétrole des champs intégrés dans le contrat de partage de production d'Omoueyi ne doivent pas être inférieurs à un niveau de production nette prévu dans le Contrat de Crédit et Maurel & Prom Gabon ne peut cesser de détenir la majorité des droits dans le contrat de partage de production d'Omoueyi.

Au 30 juin 2013, ces covenants sont respectés.

Aux termes du Contrat de Crédit (sous réserve de certaines exceptions), Maurel & Prom Gabon et Maurel & Prom West Africa ne sont pas autorisées à (i) accorder de garantie sur leurs actifs, (ii) supporter des dettes financières additionnelles ou (iii) souscrire de nouveaux emprunts. Maurel & Prom Gabon s'est également engagée à ne pas (x) accorder de garanties à toute personne et (y) céder tout ou partie des Actifs Sous-Jacents ayant pour conséquence de faire tomber le niveau de production en-dessous du seuil fixé dans le Contrat de Crédit. S'agissant de toute garantie, une garantie subordonnée peut être consentie pour les émissions de tous titres d'emprunt ou d'obligations réalisée par la Société sous réserve qu'une telle garantie soit expressément subordonnée à la dette des prêteurs du Contrat de Crédit et que la date de maturité des titres d'emprunt ou des obligations soit postérieure à la date de remboursement final du Contrat de Crédit.

Engagements reçus

Dans le cadre de la vente de sa filiale Hocol à Ecopetrol en 2009, une clause de complément de prix a été signée permettant à Maurel & Prom de bénéficier d'un complément de prix d'un montant maximum de 50 M\$, basé sur la valorisation des réserves du champ de Niscota en Colombie, faisant partie de la transaction.

La valorisation des réserves du champ de Niscota devait en principe intervenir au 31 décembre 2012 et faire l'objet d'une validation par un expert indépendant désigné conjointement par Maurel & Prom et Ecopetrol.

Dans ses comptes au 31 décembre 2011, Ecopetrol a enregistré une dette d'un montant de 27,3 M\$ au titre de ce complément de prix. Maurel & Prom a sollicité auprès d'Ecopetrol les bases de calcul de cette évaluation et la communication de toute information prévue par le contrat de vente d'Hocol de nature à permettre d'évaluer l'évolution des réserves du champ de Niscota et leur niveau au 31 décembre 2012.

Les informations obtenues tardivement d'Ecopetrol n'ont pas permis à Maurel & Prom d'apprécier le niveau de réserves du champ de Niscota avant fin 2012, ni de procéder à la désignation de l'expert indépendant prévu par le contrat de vente d'Hocol. En décembre 2012, Maurel & Prom a de ce fait introduit une procédure en arbitrage devant la Chambre de Commerce Internationale à l'encontre d'Ecopetrol afin d'obtenir la désignation d'un expert par le tribunal arbitral dont la mission devra notamment permettre de fixer le montant de la créance éventuelle correspondant au complément de prix mentionné ci-dessus.

Autres engagements donnés

Cyprus Mnazi Bay Limited

Le contrat d'achat de Cyprus Mnazi Bay Limited à Wentworth signé le 26 Juillet 2012 prévoit le paiement à Wentworth d'un montant pouvant aller jusqu'à 5 M\$ en cas de production d'un volume de gaz supérieur à 100 millions de pieds cubes par jour sur une période de 30 jours consécutifs.

Rockover

Le contrat d'achat de la société Rockover en février 2005 prévoyait une clause de retour des anciens actionnaires à hauteur de 10% en cas de découverte sur l'un des permis cédés (Ofoubou/Ankani, Omoueyi, Nyanga Mayombe, Kari) et de 50% sur le permis de Banio.

A l'initiative de Maurel & Prom, un accord de rachat de cette clause a été signé le 13 juillet 2007. Cet accord prévoit le paiement par Maurel & Prom aux anciens actionnaires de 55 M\$ (payés à ce jour) assorti d'une redevance de 2% lorsque la production cumulée dépassera 39 millions de barils sur l'ensemble des champs cédés à Maurel & Prom en 2005 (hors Banio), ainsi que d'une redevance de 10% sur la production issue du champ de Banio lorsque la production cumulée de ce champ dépassera 3,9 millions de barils.

Par ailleurs les engagements suivants ont été maintenus :

- Maurel & Prom devra payer aux vendeurs une redevance totale d'un montant de 1,30 \$ par baril produit à compter de la date à laquelle la production cumulée dans l'ensemble des zones de licences dépasse 80 Mboe ;
- Maurel & Prom devra verser à un des deux vendeurs une redevance équivalant à 2 % de la production totale disponible jusqu'à un seuil de 30 Mboe et 1,5 % au-delà de ce seuil, sur la production provenant des permis d'exploitation issus du permis d'exploration MT 2000-Nyanga Mayombe.

Transworld

A la suite du rachat des droits résiduels de Transworld sur le permis d'Etekamba le 18 mars 2008, un « net profit interest agreement » a été signé, selon lequel Maurel & Prom devra reverser 10% du profit oil et 8% du profit gaz à la société Transworld Exploration Ltd.

CEPP Omoueyi

A partir de la mise en production du champ d'Onal, l'Etat Gabonais participe de plein droit à concurrence de 15 % aux droits et obligations découlant du CEPP d'Omoueyi relatifs au développement et l'exploitation de la zone d'exploitation d'Onal, à moins d'une renonciation expresse à cette participation dans un délai de 120 jours suivant la date de mise en production du permis. Le 13 décembre 2006, une autorisation exclusive d'exploitation a été accordée pour la zone d'Onal située sur ce permis. Dans ce cadre, l'Etat gabonais a cédé sa participation à Tulip Oil pour la

totalité des 15% sur le champ d'Onal, ainsi que sur le champ d'Omko, mis en production le 28 septembre 2009 dans lequel l'Etat participait de plein droit à concurrence de 15% selon les mêmes conditions.

L'Etat gabonais bénéficie de ce droit d'entrée sur l'ensemble des champs du permis Omoueyi dans les mêmes conditions que décrites ci-avant pour Onal et Omko, mais également sur l'ensemble des permis détenus par Maurel & Prom au Gabon, dans les termes et conditions prévus dans chacun des CEPP.

Par ailleurs Maurel & Prom est redevable d'un droit de douane de 5% sur les immobilisations d'exploration et de production qui ont été admises en franchise d'impôt jusqu'alors. Ces droits de douane ont été réglés en 2009, puisque la production sur les champs d'Onal et d'Omko a dépassé 10 000 tonnes (env. 75 000 b). Sur ce permis, les investissements réalisés sur chaque nouveau puits sont passibles d'un droit de douane de 5%.

Ecopetrol

Dans le cadre de la cession de Hocol Colombie à Ecopetrol, Maurel & Prom a concédé à cette dernière une garantie de passifs d'usage en la matière. Dans ce cadre, Maurel & Prom a été amené à constater une provision d'un montant de 2 676K€ au 30 juin 2013 (cf. Note 14 Résultat des Activités Cédées)

Litiges

Litige Messier Partners

En raison du pourvoi en cassation de Maurel & Prom en novembre 2011 ce litige est toujours en cours au 30 juin 2013.

Litige Agri Cher-Transagra

De son activité ancienne, subsiste une assignation en responsabilité contractuelle datant de 1996 dont Maurel & Prom a fait l'objet dans le cadre du redressement judiciaire de la société Transagra et dans la déconfiture de la coopérative Agricher. La Société estime cette action, portant sur un montant d'environ 33 millions d'euros, non fondée et n'a pas constitué de provision à ce titre. Toutes les parties au litige ayant manifesté par écrit leur intention de ne pas poursuivre la procédure, le Tribunal a ordonné le retrait du rôle de cette procédure en 2009. Le mandataire ad hoc désigné dans cette affaire, a sollicité le rétablissement au rôle de la procédure en 2011. Le dossier a été plaidé le 7 février 2013 devant le Tribunal de Grande Instance de Bourges. Le jugement rendu le 21 mars 2013 a débouté le demandeur de l'ensemble de ses demandes.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

8.5.19 NOTE 19 : SECTEURS OPERATIONNELS

Conformément à IFRS8, entrée en vigueur à compter du 1^e janvier 2009, l'information sectorielle est présentée selon des principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances du Groupe. Les activités de Maurel & Prom sont divisées en deux secteurs : exploration et production.

Les autres activités recouvrent principalement les activités fonctionnelles et financières des holdings. Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur à partir des comptes contributifs des entités qui incluent les retraitements de consolidation.

Information par activité

Les données présentées ci-après sont issues des comptes IFRS.

En milliers d'euros

30/06/2013	Exploration	Production	Autres activités	Ajustements et éliminations intragroupes	Total
Chiffre d'affaires inter-secteur			(330)	330	0
Chiffre d'affaires	5 653	266 149	(1 465)		270 337
Write-off sur immobilisations incorporelles	(28 343)	0	0		(28 343)
Write-off sur immobilisations corporelles	0	0	0		0
RESULTAT OPERATIONNEL	(28 438)	149 338	(9 760)		111 140
Immobilisations incorporelles (Brut)					
Investissements de la période	43 887	0	0		43 887
Investissements cumulés fin de période	451 200	124 667	2		575 869
Immobilisations corporelles (Brut)					
Investissements de la période	388	109 076	468		109 932
Investissements cumulés fin de période	8 915	1 183 485	1 982		1 194 381

Les write off sont détaillés dans la Note 4 Actifs incorporels.

En milliers d'euros

30/06/2012	Exploration	Production	Ajustements et éliminations intragroupes	Total
Chiffre d'affaires inter-secteur			-199	199
Chiffre d'affaires	8 013	227 715	-9 828	225 900
Write-off sur immobilisations incorporelles	-30 037	0	0	-30 037
Write-off sur immobilisations corporelles	0	0	0	0
RESULTAT OPERATIONNEL	-31 670	148 464	-30 684	86 110
Immobilisations incorporelles (Brut)				
Investissements de la période 30/06/2012	43 601	0	0	43 601
Investissements cumulés 31/12/2012	354 732	134 048	2	488 782
Immobilisations corporelles (Brut)				
Investissements de la période 30/06/2012	24 244	68 459	69	92 772
Investissements cumulés 31/12/2012	8 527	1 064 401	1 525	1 074 453

Chiffre d'affaires par zone géographique

	Congo	Gabon	Colombie	Tanzanie	Autres	Total
Compte de résultat au 30/06/2013						
Ventes de pétrole	0	265 561	5 653	587	(1 464)	270 337
Prestations de services	0	0	0	0	853	853
Ventes interzones	0	0	0	0	(853)	(853)
Total chiffre d'affaires	0	265 561	5 653	587	(1 464)	270 337

	Congo	Gabon	Colombie	Tanzanie	Autres	Total
Compte de résultat au 30/06/2012						
Ventes de pétrole	0	227 314	8 013	401	-9 828	225 900
Prestations de services	0	0	0	0	239	239
Ventes interzones	0	0	0	0	-239	-239
Total chiffre d'affaires	0	227 314	8 013	401	-9 828	225 900

Les deux principaux clients du Groupe sont les clients de M&P Gabon, c'est-à-dire la Socap et Sogara à qui est vendue la production des champs sur le permis d'Omoueyi.

8.5.20 NOTE 20 : EVENEMENTS POST-CLÔTURE

Partenariat entre Maurel & Prom, MPI et Petrolia

Début juillet 2013, la société Pétrolia et Saint-Aubin Energie (1/3 Maurel & Prom, 2/3 MPI) ont signé un accord de partenariat à parité (50/50) pour le développement de treize permis de recherche d'hydrocarbures en Gaspésie. Les partenaires poursuivent également des discussions afin d'étendre leur collaboration sur d'autres territoires au Québec qui viendront s'ajouter aux permis actuels. Ceux-ci couvrent une surface de 1 892 km² en Gaspésie.

(Cf Note 1 Généralités)

Prise de participation dans le capital de DEEP WELL oil & Gas et dans des blocs en Alberta (Canada)

Fin juillet 2013, Saint-Aubin Énergie a signé un accord avec Deep Well Oil & Gas, portant sur l'acquisition de 20% du capital de Deep Well Oil & Gas ainsi que la cession de la moitié des participations détenues par Deep Well Oil & Gas dans 12 blocs de la région de Peace River Oil Sands of Alberta, et une option portant sur 56 autres blocs où Deep Well Oil & Gas est opérateur. Un montant de 22 M\$ a été versé à Deep Well Oil & Gas à ce titre.

(Cf Note 1 Généralités)

9 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Aux actionnaires,

en exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Etablissements Maurel & Prom, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

9.1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 4 « Actifs incorporels » de l'annexe, qui indique le détail des actifs incorporels et les principales estimations retenues par la société pour l'évaluation des actifs incorporels relatifs au permis détenus en Tanzanie et en Colombie ;
- la note 6 « Titres, mise en équivalence » de l'annexe, qui indique les principes et méthodes comptables retenus pour déterminer la valeur de la participation que votre société détient dans Tuscany

9.2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Paris-La Défense, le 28 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

Daniel DE BEAUREPAIRE

ERNST & YOUNG Audit
François Carrega / Patrick Cassoux

MENTIONS LEGALES

Ce document peut contenir des prévisions concernant la situation financière, les résultats, les activités et la stratégie industrielle de Maurel & Prom. Par leur nature même, les prévisions comportent des risques et des incertitudes dans la mesure où elles se fondent sur des événements ou des circonstances dont la réalisation future n'est pas certaine. Ces prévisions sont effectuées sur la base d'hypothèses que nous considérons comme raisonnables mais qui pourraient néanmoins s'avérer inexactes et qui sont tributaires de certains facteurs de risques tels que les variations du cours du brut ; les variations des taux de change ; les incertitudes liées à l'évaluation de nos réserves de pétrole ; les taux effectifs de production de pétrole ainsi que les coûts associés ; les problèmes opérationnels ; la stabilité politique ; les réformes législatives et réglementaires ou encore les guerres, actes de terrorisme ou sabotages.
